

T2137-614-8,00 F

ISSN 0026-9433

DOSSIER ÉCONOMIQUE
LA CRISE

monde **Libertaire**

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°614 JEUDI 10 AVRIL 1986 8,00 F

DIPLOMATIE AMÉRICAINE EN 1986



Les grandes manœuvres

BANQUES

La Société Générale fait du zèle dans les économies de personnel.

PAGE 4

R.F.A.

Ils étaient 80 000 à Wackersdorf pour une manifestation antinucléaire...

PAGE 8

Nelle-CALÉDONIE

Grogne et coups fourrés. Le F.L.N.K.S. dans l'impasse de la gestion des régions ?

PAGE 8

F°P.2520

communiqués débats

- **SARCELLES**
Une liaison est en cours de formation à Sarcelles. Pour tout contact, écrire aux relations intérieures qui transmettront.
- **LENS**
Le groupe Mikilas-Kalteras est en formation sur le Pas-de-Calais. Pour tout contact écrire aux relations intérieures qui transmettront.
- **LILLE**
« Hommes et programmes de droite » sera le thème de l'émission de la « Voix sans maître » du vendredi 11 avril, de 21 h à 23 h, sur Radio Campus (99.6 MHz). Tél. studio : 20.91.24.00.
- **BOURGOIN**
Un concert avec Fabienne Elkoubi est organisé par la liaison de Bourgoïn le vendredi 18 avril, à 21 h, à la Maison de quartier de Champfleuri (Bourgoïn). Entrée : 40 F.

liste des groupes f.a.

- PROVINCE**
- **GROUPES**
Aisne : Anizy-le-Château — Allier : Moulins — Ardèche : Aubenas — Bouches-du-Rhône : Marseille — Charente maritime : Marennnes/Rochefort — Côte-d'Or : Dijon — Doubs : Besançon — Eure-et-Loire : Chartres — Finistère : Brest — Gard : Groupe du Gard — Haute-Garonne : Toulouse — Gironde : Bordeaux (trois groupes) — Hérault : Béziers — Ille-et-Vilaine : Rennes — Indre-et-Loire : Tours — Jura : Dole — Loire : Saint-Etienne — Haute-Loire : Le Puy — Loire-Atlantique : Nantes — Lot-et-Garonne : Agen — Maine-et-Loire : Angers, Saumur — Manche : Cherbourg — Moselle : Metz — Nord : Lille — Oise : Beauvais — Orne : Fiers/La Ferté-Macé — Pas-de-Calais : Boulogne — Pyrénées-Orientales : Perpignan — Haute-Saône : Gray — Seine-Maritime : Dieppe, Le Havre, Rouen — Somme : Amiens — Var : Groupe Région-toulonnaise — Vienne : Poitiers — Yonne : Auxerre.
 - **LIAISONS**
Alpes-Maritimes : Cannes-la-Bocca — Ardèche : Tournon — Ardennes : Charleville-Mézières — Aveyron : Sainte-Affrique, Millau — Bouches-du-Rhône : Aix-en-Provence — Charente : Angoulême — Charente-Maritime : Saintes — Cher : Vierzon — Corse : Ajaccio, Bastia — Côtes-du-Nord : Saint-Brieux — Dordogne : Périgueux — Doubs : Haut-Doubs — Eure : Roulot — Finistère : Quimper — Haute-Garonne : liaison Nord Haute-Garonne — Hérault : Montpellier — Ille-et-Vilaine : Saint-Malo — Isère : Bourgoïn-Jallieu — Jura : Roche-lez-Beaupré — Loir-et-Cher : Blois — Haute-Loire : Est Haute-Loire — Mayenne : Laval — Morbihan : liaison du Morbihan — Nord : Douai, Dunkerque — Oise : Noyon — Bas-Rhin : liaison du Bas-Rhin — Tarn : Albi — Sarthe : Le Mans — Var : Hyères, La Seyne-sur-Mer — Vendée : La Roche-sur-Yon — Vienne : Chateilaerault — Haute-Vienne : Nord Haute-Vienne — Vosges : liaison des Vosges.

RÉGION PARISIENNE

- **GROUPES**
Paris : quatorze groupes répartis dans les arrondissements suivants : 1^{er}, 5^e, 9^e, 10^e, 11^e, 12^e, 13^e, 14^e, 15^e, 16^e, 18^e, 19^e, 20^e.
Banlieue : Seine-et-Marne : Coulommiers, Chelles/Gagny/Neuilly-sur-Marne — Yvelines : Conflans-Sainte-Honorine, Rambouillet, Versailles — Essonne : Vallée de Chevreuse — Hauts-de-Seine : La Défense/Courbevoie/Nanterre/Puteaux, Villeneuve-la-Garenne/Saint-Ouen, Fresnes/Antony — Seine-Saint-Denis : Bobigny/Pantin/Aubervilliers, Drancy, Montreuil/Rosny-sous-Bois, Sevran/Bondy — Val-de-Marne : Villejuif/Vitry, Créteil — Val-d'Oise : Argenteuil/Colombes.
- **LIAISONS**
Banlieue : Yvelines : Mantes-la-Jolie — Seine-et-Marne : Melun.

LIAISONS PROFESSIONNELLES

O.R.T.F., R.A.T.P., S.N.C.F., Route, Travailleurs de l'éducation, Banques.

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France	Sous pli, fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	95 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	180 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner au 45, rue Amelot, 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

A partir du n° (inclus) Pays

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien

Crédit Chèque Mandat lettre Règlement

Préciser le mode de paiement et la dernière bande et 4 F en timbre poste

- **PARIS**
Le groupe Louise Michel organise, dans le cadre du cinquantenaire de la révolution espagnole, une série de cours-conférences dans son local, au 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris (métro Blanche ou Abbesses). Prochain rendez-vous le vendredi 25 avril, à 18 h, pour une animation audio-visuelle (films illustrant la période 1936-1939) avec débat et buffet pour se restaurer en attendant les intervenants. A 20h, un débat « La C.N.T. depuis 1936 » aura lieu avec Pepito Rosell.
- **PARIS**
La commission propagande des Relations intérieures reprend à partir du 15 avril le cycle de cours qu'elle avait organisé sur l'anarchisme. Ces cours aborderont les thèmes essentiels de la pensée anarchistes et seront l'occasion de discussions : « Qu'est-ce que l'anarchie ? », « L'organisation anarchiste », « Le mouvement anarchiste en France », « Les anarchistes et la révolution », « Anarchisme et mouvement ouvrier », « Anarchisme et marxisme », « Les anarchistes et l'Etat », « Le fédéralisme anarchiste », « La gestion directe », « Comment lutter aujourd'hui ? ».

- **CHAMBÉRY**
Au cours du week-end du 12 au 13 avril, se tiendra à Chambéry un colloque « Nécessité de l'organisation dans le mouvement anarchiste », avec des compagnons de la région.
- **CHELLES**
Le 1^{er}-Mai pour beaucoup, c'est le retour des beaux jours et la traditionnelle fête du muguet. Pour certains, c'est une journée de solidarité ouvrière internationale qui s'intègre pleinement à la tradition du mouvement ouvrier de leur propre pays. Mais l'enseignement officiel, nos lacunes parfois, ont occulté les origines de cette journée. Comme si elle allait de soi.
Pour cette raison, le groupe Sacco-Vanzetti organise le 19 avril, à 20 h 30, une réunion débat sur le thème « Histoire du 1^{er}-Mai » dans son local, 1 bis, avenue Emilie, 77500 Chelles (près de la gare S.N.C.F.).

éditions

- **BROCHURE**
Le groupe Florès-Magon (Paris 12^e) vient d'éditer une plaquette intitulée « Sur l'université », en vente au prix de 7 F à la librairie du Monde libertaire.

La librairie du Monde libertaire
145, rue Amelot
75011 Paris
est ouverte
du lundi au samedi
de 10 h à 19 h 30

Permanence du secrétariat aux relations intérieures :
le samedi de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amelot, 75011 Paris (M^o République)
Tél. : (16) 1.48.05.34.08.

sommaire

- PAGE 2 : Informations des groupes de la F.A. — PAGE 3 : Editorial, La politique étrangère des Etats-Unis — PAGE 4 : Licenciements dans les banques, La classe ouvrière et le réformisme, En Bref — PAGE 5 : Nouvelles du front de l'antimilitarisme, Manifestation au Pays basque, La chute du P.C.F. — PAGE 6 et 7 : Approche de la notion de crise, Analyse de la crise économique — PAGE 8 : Manifestation antinucléaire en R.F.A., La situation en Nouvelle-Calédonie — PAGE 9 : Informations internationales — PAGE 10 : Rencontre avec Maurice Joyeux, à propos de « Souvenirs d'un anarchiste » — PAGE 11 : Notes de lecture, Spécial copinage — PAGE 12 : La Corse après les élections du 16 mars.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11^e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19^e
Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publ Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

liste des permanences des groupes f.a.

- **BANLIEUE**
• Seine-et-Marne
Groupe « Sacco-et-Vanzetti » : permanences tous les dimanches de 10 h à 12 h, au 1 bis, rue Emilie, 77500 Chelles.
• Hauts-de-Seine
Groupe Fresnes-Antony : permanences le samedi de 10 h à 12 h et le dimanche, de 10 h à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. : 46.68.48.58.
• Val-d'Oise
Groupe « Kropotkine » d'Argenteuil : permanences les 2^e et 4^e samedis du mois, de 15 h à 18 h 30, au local de l'A.P.K., 32, rue Ary-Sheffer (au fond du chemin, à droite), 95100 Argenteuil.
• Val-de-Marne
Groupe Villejuif-Vitry : permanences tous les 1^{er} et 3^e dimanches de chaque mois, de 15 h à 17 h, à la salle Gérard-Philippe, 2, rue Louise-Aglia-Cretté, Vitry.

PROVINCE

- **AISNE**
Groupe d'Anizy-le-Château : permanences les lundis de 19 h à 20 h, salle communautaire du Moulin de Paris, Merlieux, 02000 Laon, tél. : 16.23.80.17.09.
- **ARDECHE**
Groupe d'Aubenas : permanence de 10 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, au cours de la tenue de la table de presse.
- **BOUCHES-DU-RHONE**
Groupe de Marseille : permanence le samedi de 14 h à 17 h, au 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille (métro : Réformés ou Cinq-Avenues).
- **CHARENTE-MARITIME**
Groupe « Michel-Bakouline » : permanences tous les jeudis, de 20 h 30 à 21 h 30, Maison des syndicats, salle n°2, 2, rue de la Touche-Tréville, 17300 Rochefort.
- **COTES-DU-NORD**
Liaison de Saint-Brieuc : permanences tous les samedis de 10 h à 11 h 30 au marché, face à la Poste, lors de la vente du « Monde libertaire ».
- **DOUBS**
Groupe « Proudhon » de Besançon : permanences tous les mercredis de 17 h à 18 h à son local : 77, rue Battant, Besançon.
- **FINISTERE**
Groupe « Les Temps nouveaux » de Brest : permanences et ventes du « Monde libertaire » tous les samedis matin de 10 h 30 à 12 h au marché de Saint-Martin.
- **HAUTE-GARONNE**
Groupe « Albert-Camus » de Toulouse : permanence dans les locaux du G.E.A.C., au 1 bis, rue Gramat, le jeudi de 18 h à 20 h, et le dimanche de 10 h 30 à 12 h, à sa table de presse au marché Saint-Sernin.
- **GIRONDE**
Groupe « Buenaventura-Durruti » de Bordeaux : permanence du groupe chaque mardi, de 19 h à 20 h 30, au 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.
- **HERAULT**
Groupe de Béziers : permanence le vendredi de 15 h à 18 h sur les Allées, au cours de la tenue de la table de presse.
- **ILLE-ET-VILAINE**
Groupe de Rennes : permanence le mardi à partir de 20 h, à la M.J.C. La Paillette.
- **INDRE-ET-LOIRE**
Groupe « Maurice-Fayolle » de Tours : permanence le mercredi (sauf pendant les vacances scolaires), de 10 h à 16 h, dans le hall d'accueil de la faculté des Lettres, au cours de la tenue de la table de presse.
- **LOIRE**
Groupe « Nestor-Makhno » de Saint-Etienne : permanence le premier jeudi de chaque mois à partir de 19 h 30, salle 15 bis C.N.T./A.I.T.-L.P., Bourse du Travail, Cours Victor-Hugo, 42000 Saint-Etienne.
- **LOIR-ET-CHER**
Liaison Blois : permanence le jeudi de 18 h à 22 h, au 24, rue Jean-de-la-Fontaine, apt. 57, Blois (tél. : 16.54.74.26.02).
- **LOIRE-ATLANTIQUE**
Groupe de Nantes : permanences les premiers et troisièmes lundis de chaque mois, de 18 h à 20 h, au 3, rue de l'Amiral-Duchaffault, Nantes.
- **MAINE-ET-LOIRE**
Groupe d'Angers : permanences les premiers et troisièmes vendredis de chaque mois, de 18 h à 19 h, au C.A.D. (Centre d'animation de la Doutre), 43, place Grégoire-Bodillon, Angers.
- **MANCHE**
Groupe de Cherbourg : permanences tous les lundis de 18 h à 19 h, au G.R.E.L., 20, rue de l'Abbaye, à Cherbourg.
- **NORD**
Groupe de Lille : permanences tous les dimanches, de 10 h 30 à 13 h, à la librairie de l'Idée libre, 38, rue Jules-Guesdes, 59000 Lille (métro Wazemmes), tél. : 16.20.57.37.06.
- **PYRENEES-ORIENTALES**
Groupe « Pulg-Antich » de Perpignan : permanences tous les premiers dimanches du mois au Marché aux Puces de Perpignan (table de presse).
- **SARTHE**
Groupe « Zo-d'Axa » du Mans : permanences tous les seconds et quatrièmes jeudis de chaque mois, de 18 h à 20 h, à la Maison des associations, rue d'Arcole, Le Mans.
- **SEINE-MARITIME**
Groupe « Jules-Durand » du Havre : permanence chaque dimanche matin pendant la vente à la criée sur le marché d'Harfleury.
- **ROUEN**
Groupe de Rouen : permanences tous les samedis, de 15 h à 17 h, au 24, rue de Crosnes, à Rouen.
- **VAR**
Groupe « Région toulonnaise » : permanence le samedi, de 15 h 30 à 18 h, au Centre d'études et de culture libertaire, cercle Jean-Rostand, rue Montebello, Toulon.
- **VIENNE**
Groupe « Berkman » de Poitiers : permanences tous les dimanches, de 10 h à 12 h 30, au cours de la tenue de la table de presse au marché de la Z.U.P.

La politique étrangère des Etats-Unis

C'EST en haut lieu que se décident les conflits qui parsèment la planète et l'on ne demande pas leur avis à ceux qui y risquent leur vie, c'est bien connu. Avec le temps, avec les progrès technologiques, l'art de la guerre évolue. Selon les intérêts économiques, selon les doctrines en vigueur, les relations internationales sont plus ou moins conflictuelles. La guerre froide alterne avec la détente.

De la doctrine...

Depuis quelque temps chemine un nouveau concept stratégique parmi les têtes pensantes du Pentagone : les « conflits de faible intensité ».

Il s'agit en quelque sorte de conflits secondaires dans lesquels on est assuré (si l'on peut dire) d'une certaine limite, c'est-à-dire qu'il ne débouchera pas sur une guerre entre Etats mais restera une guérilla interne à un pays ou un conflit frontalier d'enjeu limité (1).

Bien sûr, pour pouvoir se permettre une intervention dans ce cadre, il faut jouir d'une forte supériorité militaire sur la région concernée. Ainsi, le rapport de forces entre les deux « Grands » les mettant en position de « destruction mutuelle assurée » en cas de conflit nucléaire, rien ne les empêche de jouer à la guéguerre, celle-ci restant garantie par la dissuasion et dans le cadre de la guéguerre, c'est toujours le plus fort qui gagne...

L'intervention à La Grenade en octobre 1983 préfigurait parfaitement ce qu'allait devenir la doctrine d'intervention américaine, avec toujours une justification sophistée pour un coup de main sophistiqué. Aujourd'hui,

on pense évidemment à certains pays d'Amérique centrale, à l'Afghanistan, à Haïti et bien sûr au Liban, où chacun fait ce qu'il lui plaît (sauf la paix). On le sait, pendant que la guerre des étoiles se prépare, les armes antiguerilla se perfectionnent terriblement ainsi d'ailleurs que toutes les armes conventionnelles.

La justification des interventions, on la connaît : elle est très simple. Il s'agit de soutenir un régime menacé par une « guérilla communiste » (bientôt les Philippines ?) ou bien une guérilla anticommuniste visant à renverser un régime plus ou moins directement armé par l'U.R.S.S. (Nicaragua, Afghanistan, Angola...). Il peut s'agir d'une simple démonstration de force avec néanmoins de nombreuses espérances de retombées politiques comme dans le récent affrontement du golfe de Syrte.

Quoiqu'il en soit, la raison est invariablement la défense de la démocratie contre le totalitarisme et le soutien aux combattants de la liberté.

...à l'action

Il semble bien que l'on assiste à un regain d'activités dans ce sens offensif depuis la fameuse rencontre Reagan-Gorbatchev de novembre dernier. Il y a bien sûr cet acharnement de Reagan à obtenir du Congrès (majoritairement démocrate et donc — ironie de l'histoire — « opposé » à Reagan, chantre mondial de la démocratie) une aide militaire pour les antisandinistes, mais aussi des interventions militaires...

Il y a donc eu le 25 mars dernier ce spectaculaire affrontement avec la Libye dans le golfe de Syrte ; le même jour, Reagan attribuait au Honduras une aide militaire d'urgence de 20 millions de dollars afin de contrer une incursion nicaraguayenne

dans ses frontières. C'est un fait que des combats ont eu lieu et que le commandant Ortega est davantage un militaire qu'un diplomate ; il n'en est pas à sa première « gaffe », on se souvient par exemple d'un voyage d'une semaine à Moscou on ne peut plus inopportuniste. Il est tout aussi vrai que les antisandinistes sont pour l'essentiel des nostalgiques de Somoza, même si Schultz et Reagan les appellent les « combattants de la liberté ».

Il y a aussi cette indiscretion (téléphonée ?), non démentie par la Maison Blanche, publiée la semaine passée dans le *Washington Post* selon laquelle la C.I.A. venait de fournir aux guerilleros afghans et angolais

Et la machine tourne

Se montrant sous un jour humaniste, Reagan peut se permettre des raisons « morales » pour justifier ses actes qui seraient impopulaires sans cette intoxication soudaine. On se souvient, il n'y a pas si longtemps, du soutien aux régimes du Chili ou de l'Afrique du Sud défendu à l'O.N.U. par cette fameuse Mme Kirkpatrick, qui faisait passer Maggie pour une nurse mais depuis, on a vu les Etats-Unis s'associer à une résolution de la commission des droits de l'homme de l'O.N.U. condamnant les « disparitions, tortures et exactions de la part des forces de sécurité » au Chili. Désormais, Reagan affirme

doctrines de la foi prône la « résistance passive » soutenant en cela le rôle de l'Eglise des Philippines et par la même occasion Aquino, et considère la lutte armée pour la libération comme un « ultime recours », ce qui est bien suffisant pour ravir Reagan et ses amis les antisandinistes.

Que de mauvaises nouvelles donc, en attendant que l'I.D.S. — la guerre des étoiles — soit opérationnelle car dès lors tous les concepts stratégiques en vigueur aujourd'hui seront remis en cause, laissant la place à un nouveau *status quo* dont, disons-le tout de suite, le pire est à craindre puisque l'on entrevoit déjà que le système de défense antimissiles — si per-



des missiles antiaériens Stringer, ce qui ne signifie d'ailleurs rien d'autre que les Etats-Unis fournissent des armes de plus en plus perfectionnées.

On peut aussi se rappeler des propos tenus il y a trois ans par Reagan comme quoi il faudrait qu'un jour les Cubains soient libres. Il n'est pas interdit non plus de prêter attention à ceux de l'entourage de Reagan qui disent que pour les deux dernières années de son mandat, il aimerait marquer fortement l'histoire de son empreinte...

s'opposer « quelle que soit sa forme à la tyrannie de gauche comme de droite » (2). C'est ainsi qu'après avoir soutenu inconditionnellement Duvalier et Marcos, il les a proprement virés. Finies les dictatures amies : elles faisaient mauvais effet et puis surtout manquaient de docilité, les Haïtiens et les Philippines sont maintenant soumis à l'austérité imposée par le F.M.I.

Il importe de remarquer ici que la dernière déclaration de la Congrégation romaine pour la

fectionné soit-il — aura bien du mal à être étonné. Que de bavures en perspective !

GUY LAGRANGE

(1) Il faut tout de même pour cela qu'il n'y ait pas de richesses économiques limitrophes, voir le conflit Iran-Irak !

(2) On pourrait multiplier les citations dans ce sens. Ainsi, Reagan le 17 mars dernier : « Les politiques et les actions du gouvernement d'Afrique du Sud continuent de constituer une menace inhabituelle et exceptionnelle pour la politique étrangère et l'économie des Etats-Unis. » On ne saurait être plus explicite...



Editorial

LE gouvernement socialiste, peu après mai 1981, s'était plié aux grands principes de l'exercice du pouvoir. Dans le domaine économique, mais également dans celui de la politique étrangère. Si l'exercice des responsabilités s'était avéré moins tourmenté au Quai d'Orsay, il n'en fut pas de même au ministère de la Coopération où Jean-Pierre Cot et V. Neiertz ont vite saisi la différence qui existe entre éthique de responsabilité et éthique de conviction. Le pragmatisme, le réalisme ont fini par légitimer la politique de coopération française et il fut mis un terme au saupoudrage de la bonne vieille conscience de gauche (gauchiste ?), humaniste et tiers-mondiste.

Ce réalisme, quant à lui, n'a jamais quitté le nouveau gouvernement. Il dormait même avec lui. Plus que la nomination d'Aurillac au ministère de la Coopération, la preuve en est donnée par les fonctions prises par Jacques Foccart à Matignon. Cette vieille ordure fut le patron incontesté du S.A.C. et, exerçant ses talents troubles, mis en place en Afrique de l'Ouest un réseau d'utiles relations, une infrastructure où se promenaient d'anciennes barbouzes, des mercenaires (le fameux Bob Denard, entre autres), des hommes d'affaires, des politiciens corrompus (euphémisme !), des officiers de réserve et des « clans » dont le plus connu était celui des Gabonais.

Foccart, attaché au cabinet de de Gaulle, favorisa la création de services de renseignements dans plusieurs pays africains, surveillait l'élaboration des accords de défense, veillait à la bonne marche des intérêts économiques, stratégiques et militaires français ; bref, il faisait la pluie et le beau temps en Afrique, intriguant, défaisant ses « rois nègres », appliquant strictement la politique gaullienne en Afrique. Jacques Koch (c'est son vrai nom) traversa le septennat Giscard un peu en retrait. Se contentant de travailler pour le S.D.E.C.E. (ex-D.G.S.E.) et de faire gaffe à la bonne santé de son trafic d'influences.

La politique étrangère gaullienne refait donc surface. Foin de la dispersion ! Elle se focalise sur le « pré-carré », terme qui désigne les amis, le noyau « incompressible » de la « famille ». Veillant à maintenir la paix sociale et civile dans des régimes gangrenés jusqu'à la moëlle, leur assurant une assistance (rémunérée) militaire, économique, paramilitaire. Les anciennes barbouzes et les truands recyclés sont toujours prêts.

Les principes qui animaient la politique étrangère de l'Elysée socialiste demeurent tout de même éloignés de celui, Aurillac l'a confirmé, qui conduira son ministère : un clientélisme subordonné à un opportunisme d'intérêts. Les « rois nègres » sont bien contents de retrouver papa Foccart !

en bref... en bref...

• Le cercle Han-Ryner organise une réunion sur Phileas Lesbesque, avec une présentation de son œuvre, dans la grande salle de réunion du collège Sainte-Barbe, 4, rue Valette, 75005 Paris, samedi 14 juin, à 15 h.

• Rappel : le Comité de soutien aux insoumis tient des permanences à la librairie du Monde libertaire les 1^{er} et 3^e vendredis de chaque mois, de 16 h 30 à 18 h 30.

• La C.L.E.A. (« Anarfac ») nous communique qu'un collectif d'étudiants anarchistes se constitue à l'université Paris VIII. Pour tous contacts, écrire à « Anarfac », librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

• Le Collectif tiers monde 95, regroupant différentes organisations non gouvernementales (O.N.G.), organise des journées départementales tiers monde, humanitaires et droit de l'homme du 16 au 20 avril, à Bezons (Val-d'Oise), au théâtre Paul-Eluard. Pour tous renseignements : Collectif tiers monde, 24, avenue Mauvoisin, 95100 Sannois (tél. : 39.81.17.72).

• Dans le cadre de la commémoration du centenaire du 1^{er} Mai, la C.N.T.-A.I.T. (R.P.) organise une soirée sur le syndicalisme aujourd'hui, en présentant trois films : « Mort à 100% » (les mineurs et la silicose) ; « La Weirton Steel » (des ouvriers américains obligés de racheter leur entreprise) ; « Au pays d'Usinor » (à propos du Syndicat de lutte des travailleurs). Cette soirée se déroulera au 33, rue des Vignoles, 75020 Paris, le samedi 19 avril, à 19 h (stands et buffet prévus).

Licenciements dans les banques ?

A LA pointe du combat social, la Société Générale lance une nouvelle offensive contre ses salariés. Dans un télex aux directeurs d'agence, émanant de ces délégations régionales (télex noté « très urgent », élections obligent), elle annonce une nouvelle que d'aucuns attendaient : il y a urgence à réduire les effectifs.

« Suite à la note de M. Auberger (1) faisant état des mauvais résultats économiques du réseau pour 1985, il nous est demandé de rechercher des économies supplémentaires en matière d'effectif (réduction supplémentaire de 300 unités). Nous vous demandons en conséquence de bien vouloir rechercher au niveau de votre groupe les économies qui pourraient être réalisables d'ici fin 1986. » Suivent quelques « voies d'exploration » (sic) qui vont du regroupement de services à la mise en retraite anticipée et M. Coinchelin (2) demande aux patrons d'agence de faire preuve d'imagination pour atteindre cet objectif.

Quel scoop ! Le dernier bastion épargné par la crise qui s'en va grossir les rangs des restructurés. Et pas un patron ne s'est fait hara-kiri pour libérer une place ou économiser un salaire !

Mais qu'est-ce qui peut pousser la Société Générale à faire du zèle ? Dans une profession où un conflit social est considéré comme une maladie honteuse, où il vaut mieux être un margoulin après sa huitième

faillite qu'un délégué syndical, on aurait pu s'attendre à plus de discrétion. Surtout que, selon les experts réunis du 18 au 21 mars à Montreux (eh oui ! en Suisse) à la convention de l'E.F.M.A. (3), on ne va pas revivre les catastrophes qu'on connu certains secteurs industriels, que le nombre global des employés de banque ne devrait pas varier beaucoup au cours des prochaines années.

Mais, parce qu'il y a un mais, la profession évoluant vers une diversification de l'activité bancaire (assurances, voyages, etc.) et une spécialisation accrue des postes de travail on va bel et bien assister à une redistribution des effectifs, avec un retrait des employés non spécialisés



des agences et des centraux et une embauche au niveau des nouvelles tâches (conseils, services financiers, assurances, etc.).

Alors, on prépare le terrain en vue des privatisations qui ne vont pas manquer d'arriver si l'on en croit M. Cabana (le ministre délégué aux sudistes). « Nous avons dit que nous privatiserons les entreprises du secteur public concurrentiel, pour moi, toutes les banques appartiennent au secteur public concurrentiel. » Quant aux banquiers, eux sont prêts à toutes les éventualités. « Si les pouvoirs publics vont plus loin dans leur soucis de déreglementation, c'est-à-dire si on nous laisse la liberté de dégraisser les effectifs, alors nous serons prêts à tailler... », avoue un de ces beaux messieurs.

Quant à la volonté des pouvoirs publics, ils jouent sur le velours ; en effet, la session parlementaire à peine ouverte, J.-P. Fourcade et L. Boyer (4) ont décidé de jouer les zélés du libéralisme et ont déposé dès le 2 avril un projet de loi pour modifier celle du 28 février sur l'aménagement du temps de travail. Pas assez libéral Delebarre ! Un mois, ça suffit ! Comme disent les joyeux duettistes du Sénat, il faut « permettre la reprise de la négociation, que la loi du 28 février 1986 risque de bloquer du fait de son excessive rigidité ».

Alors la négociation, on la prépare à la Société Générale

autant, sinon plus, qu'ailleurs et ce n'est pas M. Hua (5) qui dira le contraire, lui qui dès le lendemain des élections a réuni quelques cadres, chiraquiens pur jus, pour étudier la meilleure façon d'entrer dans le privé et de faire passer dans les faits les préconisations du rapport Pastre (6).

Est-ce simplement ma parano naturelle qui me fait croire que l'alarmisme dont nos dirigeants font montre en ce moment est un tantinet exagéré ?

Ou bien nos bons patrons jouent-ils dans la finesse en accumulant « bavures » (style télex de la S.G.) et chiffres farfelus (comme les 100 000 salariés en sureffectif évoqués par l'Agence de l'informatique) pour se donner un peu de mou dans une négociation qui s'annonce difficile, et tenter de nous ressortir la vieille histoire du berger qui crie au loup...

A nous de démontrer que nous ne sommes pas les moutons qu'ils espèrent.

CHARLIE

(1) Directeur du réseau France de la Société Générale.

(2) Responsable de la gestion administrative à la Délégation régionale Ile-de-France Ouest.

(3) European Finance Marketing and Management Association.

(4) Respectivement président de la commission des Affaires sociales du Sénat et rapporteur de la loi sur l'aménagement du temps de travail.

(5) Directeur général adjoint de la Société Générale.

(6) Rapport sur la modernisation des banques commandé par le Trésor public.

La classe ouvrière a adopté la politique de l'autruche !

Qui va lui botter le cul ?

« **C**OHABITE, cohabite ! », ce chant d'amour pour citoyen crapaud républicain est repris en chœur, avec allégresse, depuis le 16 mars ; il est en bonne voie pour remplacer l'hymne national.

Au P.C.F., des tétards en crise de croissance réclament leur dû. Juquin et ses pistoleros intellos pur beurre (moins en on a, plus on l'étale !) demandent l'égalité et la liberté pour... le capitalisme et le marxisme. Prés de trois siècles après Voltaire, qui lui réclamait l'égalité et la liberté entre la bourgeoisie et la noblesse ; capitalisme oblige. L'histoire n'est décidément qu'un éternel recommencement.

Abus de confiance escroquerie et solidarité

Les espérances mal placées du 10 mai 1981 de nombre d'ouvriers sont retombées comme un soufflet au fromage. Il faut dire qu'ils étaient nombreux, les ramiers politiciards, à voler autour du fromage. Toutes les recettes y sont passées. Un seul ingrédient commun : la sauce capitaliste. La marxiste n'ayant pas pris, faute de moyens.

Et c'est alors que le consensus nouveau est arrivé... Après le

temps des cerises, celui des noyaux : chômage, racisme, remise en cause des « acquis sociaux », répression antisyndicale, montée de l'extrême droite. Mitterrand a une excuse... en effet, Tonton la gaffe s'en est maintes fois expliqué : à l'époque (mai 1981), il ne se doutait pas — attention ce n'est pas un gag — des réalités de la situation économique du pays (si, si !).

C'est le « remake » Léon Blum, ce fumiste qui après la Libération construira tout un système idéologique pour empêcher l'unité ouvrière : le socialisme humaniste, pardon humaniste. Foin de la lutte des classes qui unit la classe ouvrière, il fallait remplacer ce moteur réel de l'histoire par un moteur idéal : l'idée de justice (d'une certaine justice).

Par ce coup de baguette magique, tout le monde devint socialiste : Mauriac, le patronat et tous les fans de l'encyclique corporatiste *Rerum Novarum* du pape Léon XIII. Un extrait de cet encyclique vaut son pesant de cacahuètes : « (...) l'acceptation par tous de la nécessité des inégalités et des souffrances et de resserrer l'union des deux classes jusqu'à les unir l'une et l'autre par les liens d'une véritable

amitié ». Rien de tel pour définir un réformisme bon teint.

Droits de l'homme Comment ? Qu'ouïs-je ?

N'a-t-on pas vu fleurir depuis 1981 des associations pour... les droits de l'homme, la solidarité, l'antiracisme, à l'instigation bien souvent de spécialistes du show-biz (qu'il soit culturel, politique ou religieux) ? Baudis, Montand, Coluche, l'abbé Pierre, François Castro (sa moitié, Fafa allant jusqu'à faire une minute de silence devant l'ambassade d'Afrique du Sud, escorté d'une meute de journalistes). Ce jour-là, Jack Lang a dû se retenir : il aurait été capable d'aller faire du smurf sur l'air de *Free ! Nelson Mandela*.

Attention les yeux, une lame de fond altruiste et socialiste a surgit. Agissant par touches homéopatique et sélective. Pas question de dénoncer les camps de rétention, les ventes d'armes, les colonies françaises, l'incarcération des objecteurs de conscience et des insoumis, le développement de l'« école du crime » et de ses moyens budgétaires, l'acharnement sur Knobelpess et J.-P. Mouille, les traditions, le régime « socialiste » de Papandrèou, les atta-

ques à l'encontre des militants syndicaux... Son objectif : concentrer l'attention des gens sur les excès qu'engendrent le système économique actuel et leur faire comprendre par un saupoudrage méticuleux d'idées stéréotypées (avec l'appui massif des médias) que c'est une fatalité, prix à payer pour sortir du tunnel. Modernisation et restructurations ne pouvant se faire qu'avec l'acceptation par tous (voir extrait de l'encyclique citée ci-dessus).

La nomenklatura française

Et tout cela assaisonné d'une stratégie politicienne digne de la IV^e République. Les présidentielles de 1988 (ou d'avant !) sont bien parties pour consacrer les réformards de tout bord. Trente ans après la prise du pouvoir du Grand Charles (« *Je vous ai compris* », qu'il disait), ce gouvernement socialiste après trente ans d'acharnement de la classe politique à transformer un pouvoir personnel caricatural en un large rassemblement de bouffe-galettes du Parlement, n'avait toujours pas compris.

Un livre paru en février 1986, chez Belfond (1), survole ce « panier de crabes ». Vous y rencontrerez le monde des énar-

ques, Bergeron plus réformard que jamais, et saurez comment Edmond Maire depuis 1981 a transformé son syndicat en organisation para-gouvernementale.

Quelle vie, quand même, avec nos salaires d'entretien qui ne suffisent même pas à nous entretenir. Un toit, quelques meubles, une grande boîte à intoux et une petite, une voiture pour aller bosser (pour les nantis) ou chez Casto (où y'a tout c'qui faut !), de la bouffe parmi les colorants, les impôts, le sexe codifié et réglementé (quel pied !).

La démonstration est faite que la prise de conscience collective ne se fera que par un acharnement quotidien à se révolter et à s'organiser contre toutes les inégalités et injustices, ceci en allant à une lutte pour des revendications sociales une lutte pour une réelle prise en compte de nos propositions économiques, politiques et culturelles. Ces deux pôles étant indispensables et indissociables, avec en toile de fond ce slogan : « *Le consensus, ça fait des cons sans sous* ».

JACQUES FLORIS (Liaison Douai)

(1) Alexandre Wickham et Sophie Coignard, « La nomenklatura française », édition Belfond.

NÉCROLOGIE

Le parti communiste

Il y a belle lurette que les anars ne se font plus d'illusion sur la valeur révolutionnaire du parti communiste. Disons-le carrément, celui-ci nous paraît même franchement néfaste, dupant les travailleurs en leur promettant la lune, il constitue en fait une diversion par rapport à un véritable mouvement révolutionnaire. Réjouissons-nous, il crève !

Mais ça conteste fort aujourd'hui, et voilà une vague de contestataires qui semblent bien décidés à avoir raison et à sauver leur parti du « naufrage » plutôt que de déchirer tout de suite leurs cartes. Leur intervention a ceci d'intéressant qu'elle pose la question de la démocratie et de la représentation. Ainsi, la première chose à faire pour les « rénovateurs » est de se compter, de faire la preuve qu'ils sont nombreux, beaucoup plus nombreux que ne le signifie leur représentation au sein du comité central...

La direction du P.C.F. a bien senti le danger, niant la légitimité des pétitionnaires, arguant qu'il se trouve parmi eux des gens qui « ont refusé d'appeler à voter pour les candidats du P.C.F. lors de la campagne électorale » (et pour cause...) et même d'autres qui

« ont soutenu les listes du Parti socialiste » ; bref, des traites. Ainsi, l'affaire est très simple : les contestataires ont tort de contester ; la preuve qu'ils ont tort, c'est qu'ils contestent.

Il n'y aura donc pas dans l'immédiat de XXVI^e congrès, il n'y aura pas de débat. On peut dire que ce refus de la discussion tient d'une attitude stalinienne, on peut dire que c'est une attitude carrément imbécile. Quand une accusation — celle d'incompétence — est portée sur la place publique et que l'on pense que les accusateurs ont tort, pourquoi ne pas répondre ? C'est là en fait une attitude coupable, un aveu de responsabilité dans la dégringolade du parti, dégringolade qui va donc se poursuivre.

Donc le P.C. est mourant. Pourtant, pour les électeurs de gauche qui n'avaient pas

encore compris, avant 1981, que le Parti socialiste est un parti bourgeois, il ne peut plus y avoir de doute. Cependant le P.C. dégringole, comme s'il n'avait pas une place à prendre, imitant le P.C.I. Mais pour les communistes français, la Pologne a maintenant résolu ses problèmes internes et l'Afghanistan est en voie de les résoudre, quant aux communistes italiens...

Le P.C. se meurt, et la nouvelle purge qui se prépare semble bien, vu le contexte, devoir le reléguer pour un bon moment au rang des petits partis. Quant aux « rénovateurs », il ne nous sont pas plus sympathiques que les conducteurs de lignes. Ils sont aujourd'hui les victimes de l'appareil mais leur vocation n'en est pas moins d'être les bourreaux, leur objectif reste le contrôle de l'Etat et s'ils ont encore l'intention de le voir déperir, nous savons que cela est impossible. L'Etat ne disparaîtra pas sur l'ordre des gens qui le constitue (il leur faudrait remettre en cause leurs privilèges et ceux qu'ils envisagent déjà de grappiller), mais par la volonté et l'action organisée de ceux qui n'ont rien à perdre.

ELYSARD FRONTEUR



PAYS BASQUE

Manifestation

COMME tous les ans, les différentes composantes du mouvement nationaliste basque ont manifesté ce dimanche de Pâques pour la patrie basque (plus connue sous le nom d'« Aberri Eguna »).

Les modérés du P.N.V. (parti nationaliste basque), qui jouent la légalité, le respect de la constitution et la condamnation du terrorisme d'E.T.A., ont défilé dans les capitales des quatre provinces du Sud.

En revanche, 20 000 personnes regroupées autour des radicaux de Herri Batasuna ont manifesté à Pampelune, scandant leur attachement à la lutte d'E.T.A. militaire, « avant-garde éclairée » du peuple travailleur basque (P.T.B.), qui le mènera à l'indépendance.

Les positions semblent figées. Les socialistes au gouvernement espagnol ont opté pour la répression avec un quadrillage intensif, militaire et policier. En ce début d'année, les arrestations atteignent de nouveaux records et la torture est systéma-

tiquement pratiquée. Rien de nouveau sous le soleil...

Pourtant la France a depuis longtemps reconnu ce pays comme étant démocratique : Giscard, en 1979, avec l'arrivée au pouvoir de Suarez ; et, plus près de nous, Mitterrand-Badinter-Fabius en 1984, avec des extraditions à la clef. Les médias ne sont pas de reste dans cette vaste campagne d'intoxication. *Le Monde* (1) nous assène que le « passage en douceur d'une dictature à une démocratie est achevé. » *Libération* (2) affirme que E.T.A., pour se procurer des armes, vend de la drogue, et dans la revue *Histoire* (3) on peut lire : « Les Basques espagnols ont tout pour être heureux... d'où vient alors cette intolérance ? »

La situation des 700 réfugiés est plus que précaire : pas de statut, pas d'allocations, des emplois rares... et le G.A.L. toujours menaçant. Cette tension est nettement apparue lors de cet « Aberri-Eguna » qui se voulait joyeux et combatif, même si l'optimisme était de rigueur dans les propos de ce militant : « L'organisation prend de plus en plus de force. Dans deux ans, cinq ans tout au plus, nous serons indépendants » (4).

Ce qui me remémore cette citation de Bakouine : « Toutes les constitutions politiques, depuis la monarchie la plus absolue jusqu'à la république la plus rouge, n'offrent un intérêt et des garanties qu'aux différentes classes privilégiées de la société. Au point de vue populaire, elles représentent toutes également la même exploitation et le même despotisme. »

BELTZA

- (1) « Le Monde » du 7 février.
- (2) « Libération » du 14 janvier.
- (3) « Histoire » du mois d'avril.
- (4) « Libération » du 1^{er} avril.



Procès surprise pour Bruno Poirier

COMME vous avez pu le lire dans le *Monde libertaire* n°610, commençait à Bordeaux l'histoire d'un antimilitariste, celle de Bruno Poirier, inouïs à l'armée, après qu'on lui ait refusé le statut d'objecteur de conscience.

Après deux comparutions inutiles (report de procès), il est donc passé au Tribunal de grande instance de Bordeaux le 25 mars, entre plusieurs autres inculpés de faits divers. Ce jour-là, les expulsions n'ont pas réchauffé nos cœurs. En bonne

conscience, le Christ au-dessus de la tête (ils oublient vite la séparation de l'Eglise et de l'Etat !), les juges ont fait enfermer et expulser des gens pour des pacotilles. Le procureur n'était pas des plus tendres derrière ses lunettes rondes.

Avant l'excellente plaidoirie de l'avocat choisi par Bruno, le procureur demandait 13 mois de prison ferme. La salle du tribunal était pleine et, à l'écoute du procureur, ce fut un grand « oh » de protestation. A 18 h 30, le tribunal annonça un mois de prison avec sursis. Bonne surprise !

Mais l'armée est décidément rancunière... Notre joie n'était plus là quand nous avons appris qu'à la prison, celle-ci attendait Bruno, qui venait chercher son billet de sortie et ses affaires (en sortant tout juste du tribunal), pour l'emmener dans une caserne afin de régler de prétendus problèmes administratifs. Il se retrouva en fait avec un nouvel ordre de route pour Périgueux.

Bruno s'y est rendu le lendemain, mercredi 26 mars. L'armée, indifférente aux jugements des civils, s'est empressée de lui représenter l'uniforme. Dans la logique militaire, ceci pour obtenir un nouveau refus d'obéissance. Par ailleurs, Bruno devait comparaître à Poitiers pour insoumission, procès du 14 mars reporté au 28 de ce même mois. Le jugement n'est pas sévère mais surprenant : pour « insoumission », Bruno s'en sort avec 160 heures de « travaux forcés » (appelés travaux d'intérêt généraux [T.I.G.]).

Malgré cette petite peine, les ennuis de Bruno sont loin d'être terminés car il se verra sans nul doute de nouveau inculpé pour « refus d'obéissance ». Il reste à ce jour à la caserne de Périgueux et son comité de soutien ne baisse pas les bras. Pour tous contacts et soutien : c/o C.D.E.S., 34, rue Lalande, 33000 Bordeaux (tél. : 56.92.63.58, tous les jours de 17 h à 19 h).

CAROLE (Gr. Durruti, Bordeaux)

Sortie de prison pour Jean-Pierre Gauthier

JEAN-PIERRE GAUTHIER se retrouve donc à l'air libre, après six mois d'emprisonnement. Rappelons brièvement son parcours. Ayant vu sa demande d'objecteur rejetée pour forclusion (deux jours de retard), Jean-Pierre avait été condamné à douze mois de prison ferme pour refus du port de l'uniforme et des armes, le 21 août 1985. Comme la loi le lui permet (à mi-peine), il déposa une demande de liberté conditionnelle qui, fait exceptionnel (1), lui fut accordée pour le 5 mars 1986.

Les gendarmes, bien entendu, étaient venus l'attendre dans la cour de la prison pour le diriger sur sa nouvelle caserne d'affectation à Lyon. De convocations en convocations devant les médecins militaires, Jean-Pierre devait être déclaré définitivement réformé le 17 mars 1986. Il n'en reste pas moins en conditionnelle pendant six mois.

Son comité de soutien tient à remercier toutes les personnes qui ont soutenu Jean-Pierre en lui écrivant ou en signant les pétitions.

Le comité de soutien

(1) Exceptionnel puisqu'elle suppose que le détenu ne récidive pas, ce qui dans le cas de Jean-Pierre était fort improbable.

Nouvelles du front

DÉCIDÉMENT, comme le soulignait Denis Langlois dans le dernier *Monde libertaire*, c'est l'incohérence qui règne dans les chambres spécialisées en délits militaires. Ne nous en plaignons pas car des réfractaires en profitent au grand dam des militaires et des procureurs : du jamais vu, voilà que les magistrats s'estiment « indépendants » du ministère. Les pauvres ! En l'absence de directives précises, ils « nagent dans la semoule ».

Qu'on en juge : Bruno Poirier (insoumis total) écope d'un mois avec sursis pour refus d'obéissance et de 160 jours de T.I.G. pour insoumission (voir article de la même page), alors que pour les mêmes motifs Bruno Sanchez s'était payé respectivement six et huit mois ferme. Depuis le 27 mars, il a entamé une grève de la faim pour appuyer son appel du second jugement (1).

Autres exemples : G. Forest (objecteur déserteur) a perdu au loto judiciaire 10 000 F (le 4 mars, à Grenoble) ; Gilles Moreau (objecteur insoumis)

s'en tire avec six mois assortis du sursis et le retrait du statut (ça promet pour la suite !) ; G. Recochet (insoumis total amnistié après 1981) s'est vu condamné à 75 jours de prison (coïncidence certainement !), cette peine couvre la préventive effectuée).

Quant à J.-P. Sultot, F. Degre et L. Morel, on les retrouvera le 16 avril devant la cour d'appel de Rennes, à 14 h (voir M.L. n°612) (2). Tous les trois, objectifs insoumis, avaient été condamnés en première instance à 6 mois avec sursis (et retrait du statut), 6 mois ferme, et le dernier fut relaxé. Logique, n'est-ce pas ! On pourrait toujours proposer aux magistrats de faire cela aux fléchettes ou à la belote, la justice y gagnerait certainement en sérénité.

G. HOST

(1) On peut lui écrire : Bruno Sanchez, matricule 22878, maison d'arrêt, 5-10, rue Alexandre-Turpaut, 78390 Bois-d'Arcy. Adresse de son comité de soutien : « Emancipations », B.P. 181, 64105 Bayonne cedex.

(2) Pour réclamer leurs relaxes par lettre ou télégramme : président de la cour d'appel, place du Parlement, 35000 Rennes.

Nous sommes — tout le monde le dit — dans un monde en crise et nous nous devons d'expliquer ce que, nous, nous entendons par là. Voici donc dans ce numéro la première partie, descriptive, de ce dossier sur la crise ; nous publierons la semaine prochaine la seconde partie, davantage analytique.

La rédaction

Autour de la notion de crise

Qu'il s'agisse d'un système vivant ou social, l'idée de crise recouvre toujours les mêmes idées-forces : mauvais fonctionnement et même rupture de fonctionnement caractérisent les situations de crise.

Crise de l'équilibre

Globalement, le fait qu'il y ait crise indique que les mécanismes qui maintenaient le système dans certaines normes — où, pour les systèmes sociaux, dans le cadre de la représentation que l'on se faisait de ces normes — ne jouent plus leur rôle. Mais rien n'indique a priori que les modifications qui en sont l'enjeu menacent l'existence du système lui-même.

Pour saisir d'autre part, l'ensemble des notions qui sont liées à l'idée de crise, il est nécessaire de tenir compte du fait que le terme de crise est issu du langage de la médecine et de la biologie, domaines dans lesquels, lorsque le mode de régulation du système vivant n'opère plus correctement, la crise se résout à terme dans l'alternative d'un retour à l'équilibre antérieur (le mode de régulation opère à nouveau) ou dans la disparition du système vivant (la mort). Le transfert de la notion de crise aux domaines sociologique et économique induit donc une assimilation par trop mécaniste de la société humaine à un organisme vivant.

La vision de la crise s'impose alors comme pathologie du système : la crise est normale, elle est résolue par des mécanismes autorégulateurs qui ramènent le système au fonctionnement normal. Cette appréhension de la crise postule l'équilibre comme valeur centrale du domaine d'étude : tout écart est une déviation qui ne peut être corrigée que dans le sens d'un retour à la norme. Mais elle s'interdit surtout la possibilité de saisir l'histoire et la logique de l'évolution du phénomène considéré, en ne tenant pas compte de sa dimension purement humaine.

Spécificité de la crise économique

Dès lors, il convient de spécifier la notion même de crise économique par rapport à son champ d'application. Les termes de « crise économique » désignent, là aussi, une étape pathologique hors du fonctionnement normal, mais dont la spécificité tient à la nature sociale du système qu'elle perturbe et des phénomènes qu'elle met en jeu. Phénomène de rupture, elle est donc la période au cours de laquelle se constitue, au sein de l'appareil de régulation et à partir de l'ancien mode de régulation, de nouveaux mécanismes capables de contrôler à nouveau le système de production, en le soumettant à des objectifs qui en préservent la logique fondamentale. Et puisque l'idée de crise induit un lien direct entre la rupture d'un équilibre et son dépassement, cela suppose, à la différence de ce qui se passe dans un système biologique, l'existence d'un sujet conscient capable de diagnostiquer la rupture et les remèdes à apporter.

Mais avant d'aller plus loin, il convient de dissocier la crise des phénomènes de fluctuations et de cycles économiques. La cybernétique et l'analyse des systèmes appliquée à l'économie ont permis de montrer que le maintien d'un équilibre économique suppose, explicitement ou implicitement, le fonctionnement d'un appareil de régulation apte à maîtriser la complexité et la diversité des mécanismes sociaux qui sont mis en jeu par le système économique considéré pour en garantir la pérennité. Cet appareil de régulation (le marché [1], dans le système capitaliste privé ; le plan, dans le système capitaliste étatique) engendre les fluctuations nécessaires au maintien des valeurs fondamentales qui caractérisent le système : ce sont, au sein de l'économie « libérale », les anticipations des agents économiques et, notamment, celles qui induisent les décisions d'investissements. L'amplitude des oscillations observées dépend de l'importance du retard avec lequel les agents économiques réagissent.

Dès lors, les fluctuations d'un système apparaissent comme l'une des modalités de la croissance économique en équilibre. Dans ces conditions, la crise ne peut être assimilée à une fluctuation plus accentuée que les autres, car, dans ce cas, le système demeurant stable, il retrouverait les valeurs initiales de l'équilibre. Or, la crise est marquée, comme nous l'avons déjà dit, par l'incapacité du mode de régulation antérieur à ramener le système à l'équilibre.

Crise et mode d'accumulation

Et si la crise n'est pas engendrée par le mouvement des oscillations antérieures, c'est dans la logique même du mode de régulation au sein duquel elle surgit, c'est dans le type de croissance en vigueur qu'il faut en rechercher l'origine et la spécificité. En d'autres termes, la compréhension du statut exact de la crise actuelle réside dans les caractéristiques du mode d'accumulation intensif qui a succédé, à partir de la crise de 1929, au mode d'accumulation extensif (2).

En définitive, la crise est à la fois moment transitoire du système économique puisqu'elle marque la fin d'un mode de régulation périmé, et moment de rupture fondamentale pour la pérennité de ce système puisqu'elle est caractérisée par l'émergence d'un nouveau mode de régulation. C'est dire à quel point le mécanisme qui, au travers de la crise, mène d'un mode de régulation à l'autre est essentiel pour comprendre l'évolution à long terme d'un système économique et pour saisir l'évolution des formes qui lui permettent de se reproduire dans son essence.

PHILIPPE BOUBET

(1) Lieu théorique où se rencontrent l'offre et la demande d'un bien.

(2) Au mode d'accumulation extensif est associé le taylorisme en tant que processus de travail (qui cherche à accélérer les cadences ou à augmenter le temps de travail) et le développement quantitatif de la consommation. Le mode d'accumulation intensif, quant à lui, est associé au fordisme. Son objet est d'accroître la productivité par le développement du progrès technique et par la création de nouveaux produits destinés à ouvrir de nouveaux marchés.

La crise réalités et simplismes

« CRISE économique... Les mots les plus prononcés depuis 10 ans ! Après une lente prise de conscience tout le monde s'accorde aujourd'hui pour dire que celle-ci est originale et que ce qui lui succédera ne sera plus tout à fait identique à ce qui lui a précédé.

Crise conjoncturelle ? Sûrement pas, bien que quelques accidents de conjoncture soient intervenus et n'aient pas arrangé les choses ! Crise structurelle ? Bien plus, oui, et l'approche en terme de mode de régulation nous permet d'appréhender les vraies explications du lent effondrement du système qui a présidé à l'expansion des « 30 glorieuses » : le fordisme.

Quand a-t-elle commencé cette fameuse crise dans laquelle nous pataugeons encore ? En 1973, disent les uns, et ce serait donc la « faute aux Arabes » par l'intermédiaire de l'O.P.E.P. et de son triplement du prix du pétrole. En 1971, disent les autres, avec la décision de Nixon d'abandonner la convertibilité du dollar et d'instituer les changes flottants. A la fin des années 60, affirment les derniers, quand notre système de régulation a commencé à souffrir de ses contradictions internes et des pressions conjoncturelles. Mais qu'en est-il réellement ? Crise réelle et fausses explications, les chiffres de ses manifestations sont là, tout d'abord, pour montrer que rupture il y a.

Qu'appelle-t-on « crise » ?

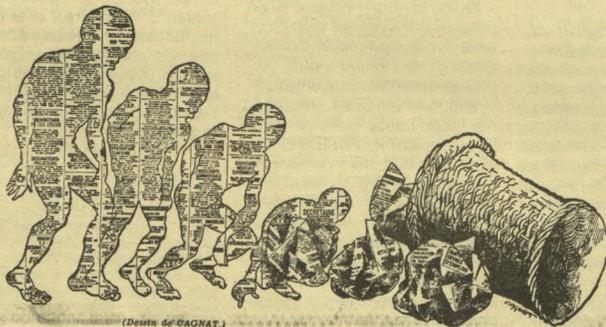
On peut d'ores et déjà distinguer trois périodes plus ou moins contrastées de 1973 à 1983, laps de temps « consacré » en ce qui concerne la crise. La dépression de 1974-1975 : premier gros symptôme de la crise. La reprise de 1976 : très relative suivant les pays, elle est surtout le fait des efforts gouvernementaux pour tenter de juguler la « catastrophe ». Mais tout ceci n'a été que « feu de paille »... et dès 1980, c'est la rechute générale. Nous pourrions déterminer une quatrième période qui semble, pour certains indicateurs et dans certains pays, pointer depuis 1983... amorce d'une reprise ?

Comment ont évolué les principaux indicateurs pendant ces dix ans ? La croissance, mesurée par le produit intérieur brut (P.I.B.), ralentit fortement. Pour les pays capitalistes industrialisés, elle passe d'un taux moyen de 5,1%, de 1960 à 1973, à un taux de 2% de 1973 à 1982 (voir graphique ci-contre).

Le chômage, qui est bien la traduction humaine la plus caractéristique de cette période tourmentée, a évolué comme suit. Pour les pays de l'O.C.D.E. dans leur ensemble, le taux de chômage par rapport à la population active passe de 2,9% en 1971 à 8,5% en 1983. Pour la C.E.E., sur la même période (1970 à 1982), les taux sont respectivement de 2% et 9,4%.

L'inflation n'a pas périclité contrairement au schéma établi (qui veut qu'en période de récession, les prix baissent [courbe de Philips]). Bien au contraire ! Les prix n'ont cessé d'augmenter. La hausse moyenne des prix pour les pays de l'O.C.D.E. est passée de 2,7% pour 1960-1967 à 5,4% pour 1967-1973, et à 10,4% pour 1973-1980. La « stagflation » (inflation et stagnation), qui caractérise les dix années de crise que nous venons de vivre, est donc un phénomène nouveau que les politiques d'austérité ou de rigueur tentées par les différents gouvernements ont bien du mal à juguler.

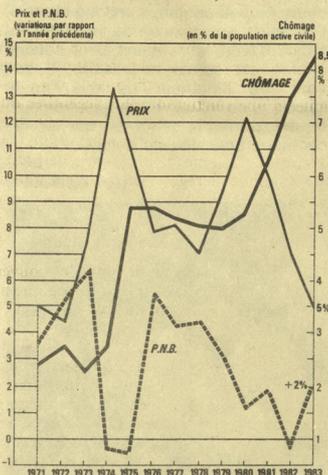
La production industrielle a fortement chuté pendant la première récession de 1974-1975 et la reprise de 1976 ne permettra de la ramener qu'à des niveaux proches de ceux de 1973. L'année 1982 est celle de la chute de la production industrielle pour tous les pays. Elle descend très en dessous de ses niveaux de 1979 : moins de 10% aux Etats-Unis, moins de 9% en Grande-Bretagne, moins de 8% en Allemagne, moins de 7% en France. Un autre indicateur significatif du marasme industriel est le taux d'utilisation des capacités de production. Nous ne citerons que les Etats-Unis où, selon Mandel et pour l'ensem-



(Dessins de GAGNAT.)

ble de la production manufacturée, il est tombée à 66,4% en 1982.

Evolution annuelle de la production, des prix et du chômage
(Dans les sept principaux pays de l'O.C.D.E.)*



* Etats-Unis (35% de la production totale de l'O.C.D.E.), Japon (17%), R.F.A. (11%), France (8%), Grande-Bretagne (5,3%), Italie (4,1%), Canada (3,5%).

Etant donné l'internationalisation croissante des économies, il ne faut pas oublier l'indicateur « commerce international » qui semble bien malade lui aussi, particulièrement en 1975. Le volume des exportations mondiales, qui connaissait une croissance de 8,5% par an en moyenne de 1963 à 1974, n'augmente plus que de 3,5% cette dernière année. Il chute de 3% en 1975 et de 2% en 1982 (chiffres du G.A.T.T.). « Le libre-échange est en berne, tous les pays ont cédé peu ou prou à la tentation du protectionnisme. »

Ce repérage de la « crise des indicateurs » nous indique clairement que rupture il y a, effectivement, mais qu'elle est originale. On ne peut aucunement l'assimiler aux crises classiques qui ont jalonné la vie du capitalisme depuis sa naissance. Notre crise n'est pas une redite de celle de 1929, elles n'ont pas le même « fait initiateur », ni les mêmes caractéristiques en ce qui concerne la production et les prix.

On peut expliquer la spécificité de la crise actuelle par la coïncidence au niveau mondial des cycles nationaux jusqu'à présent décalés. En effet, l'expansion simultanée dans les différents pays industrialisés en 1972-1973 a provoqué une terrible inflation par les coûts. C'est un « boom spéculatif » qui a eu lieu concernant le prix des matières premières : +268% pour le zinc, +15% pour le caoutchouc... Les politiques déflationnistes qui en ont résulté ont provoqué en retour le recul de la production. De plus, si l'on adopte le point de vue plus large des « cycles Kondratieff » on s'aperçoit que l'on est entré dans une phase décroissante, ce qui ne fait qu'aggraver la dépression existante. (Depuis la guerre, les petites crises de type Juglar étaient intégrées dans une phase de croissance de type Kondratieff, ce qui a eu tendance à les amoindrir.)

Diversions internationales

Pour cerner la crise, les chiffres parlent d'eux-mêmes. En revanche quand il s'agit d'en définir le « pourquoi », les opinions divergent et par là-même les

déterminations de la date de naissance du « mal » ! Il n'est pas facile de s'accorder sur le déclic. Alors, faut-il rechercher la cause de la crise dans le « boom » de l'or noir, dans les erreurs des politiques économiques mises en œuvre, dans la percée des « nouveaux pays industrialisés » (N.P.I.) ?

La première fois que la phrase — devenue tristement célèbre depuis — « c'est la faute aux Arabes » a été prononcée, ce fut à l'occasion des deux chocs pétroliers successifs de 1973-1979. Les économies occidentales et leurs dirigeants ont eu bien du mal à digérer le renversement de dizaines d'années d'exploitation des pays producteurs de pétrole par les pays industrialisés « dévoreurs d'or noir ».

Ce qu'ils oublièrent, c'est que la crise pétrolière résultait en tout premier lieu de la politique monétaire laxiste des Etats-Unis. C'est donc bien le dollar qu'il faut incriminer avant le pétrole. Car si le prix du baril (il y a environ 7 barils dans une tonne) est passé de 3,1 dollar à près de 12 dollars en 1974, c'est en réponse à l'inflation mondiale et à l'explosion du prix des matières premières et des produits manufacturés. De plus, avec le recul, il s'avère que ce ne sont pas les pays industrialisés qui ont le plus souffert de cette explosion, mais bien les pays en voie de développement non producteurs. Les pays de l'O.C.D.E., quant à eux, ont certes vu reculer leur produit national brut (P.N.B.) de 3% en deux étapes : 1974-1975 et 1979-1980. Et en 1974, la hausse additionnelle moyenne des prix de détail s'est chiffrée à 3%.

Mais les chocs pétroliers n'expliquent pas la crise, tout au plus ont-ils accéléré son déclenchement. Il est intéressant à cet égard de noter que ce ne sont pas les pays ayant la facture pétrolière la plus lourde qui ont le plus souffert de la crise pétrolière. La Grande-Bretagne pourtant exportatrice de pétrole a été touchée de plein fouet. Le Japon entièrement dépendant des approvisionnements énergétiques s'en est bien tiré ! Enfin le prix du baril a beau baisser, les pays capitalistes industrialisés sont toujours en crise. L'or noir n'est donc assurément pas le père des maux qui nous gouvernent, tout au plus fût-il un catalyseur.

La crise économique s'est développée dans un contexte international de concurrence acharnée et d'interpénétration des économies. De là à incriminer les nouveaux pays industrialisés et



Les cycles Juglar et Kondratieff

Kondratieff (économiste russe dans les années 20) a déterminé des mouvements de longue durée, de 45 à 60 ans, et ceci d'après les fluctuations des prix. Le mouvement se décompose en deux phases : une expansive et une dépressive. Juglar (économiste français) s'est attaché à montrer la périodicité des crises (tous les 6 à 10 ans). De là a été déterminé un cycle (6 à 11 ans) se décomposant ainsi : phase d'expansion (2 à 4 ans), phase de crise (qui est plutôt un point de retournement brusque), phase de dépression (2 à 4 ans) exactement inverse à la phase d'expansion, phase de reprise.

à leur faire porter la lourde responsabilité de la genèse de la crise, il n'y a qu'un pas que quelques uns ont malheureusement franchi... Les rapports Nord-Sud ont évolué, il est vrai, dans le sens d'une relative redistribution des cartes du commerce international. Les N.P.I. nous concurrencent sur certains produits manufacturés (textile, appareils ménagers, électroniques et électriques...) aussi bien chez nous que chez nos habituels clients. Mais en y regardant de plus près, nous les avons bien aidés en ce sens. Les capitaux nécessaires à leur industrialisation sont venus d'Occident et du Japon.

Le « péril jaune » ou sud-américain est en effet dû, en grande partie, à l'action de nos multinationales pour une meilleure division internationale du travail à leur profit, et pour une implantation plus efficace sur les marchés locaux. Si leur jeu coïncide aujourd'hui celui des économies occidentales, il faut en rechercher les raisons de ce paradoxe dans la logique interne du capitalisme. Par ailleurs, le poids des pays en voie de développement dans leur ensemble a doublé en 10 ans, mais les exportations des pays industrialisés vers ces pays ont également doublé.

Il faut bien reconnaître que les échanges avec le tiers monde nous sont bien largement bénéfiques. Le rapport Berthelot-De Brandt, publié en 1982 par la Documentation française, indique en effet que le solde commercial français avec les pays en voie de développement en 1981 se montait à +23 milliards de francs et que de 1973 à 1980, le solde des emplois créés par l'accroissement des exportations vers ces pays se situait entre 150 000 et 860 000 emplois... où est la concurrence ? L'explication clé de la crise ne se trouve certainement pas au dehors, alors qu'en est-il à l'intérieur ?

Délires libéraux et marasme financier

Ce sont les libéraux (J. Rueff et Rosa) qui, bien sûr, ont recherché les causes probables de la crise dans le fonctionnement rigide et envahissant de l'Etat-Providence. Le fonctionnement « naturel et équilibré » du marché (qu'il soit du travail ou des biens) serait, selon eux, perturbé par l'intervention omniprésente de l'Etat à travers l'assurance chômage, le S.M.I.C., etc. On ne peut accorder ce type d'analyse que si l'on admet toute la thèse libérale et les vertus sans bornes du marché sans entraves. Nous nous bornerons donc à suggérer que ces pseudo-rigidités institutionnelles ont au contraire fortement contribué au maintien de la demande et permis de ne pas sombrer dans la spirale dépressive des années 30.

D'autres s'accordent à penser (Bacon et Eltis) que le secteur non marchand (secteur public) a contribué à l'étouffement du secteur productif (secteur privé), aidé en cela par la fiscalité excessive (cf. Laffor et l'« effet dépressif d'une fiscalité excessive »). Une étude plus poussée démontrerait facilement qu'au contraire le secteur public a joué un rôle dynamisant (« l'Etat, béquille du capital », « le capitalisme monopoliste d'Etat... »). De plus, les prélèvements obligatoires sont bien plus la conséquence de la crise que cause de celle-ci ! Enfin, le « miracle économique japonais » doit beaucoup au rôle du Miti (ministère de l'Industrie et du Commerce extérieur), qui est bien une forme de planification à la japonaise.

Ni le pétrole, ni les N.P.I., ni l'Etat-Providence ne peuvent endosser la responsabilité de la crise, ils en ont juste été les catalyseurs dans un contexte international de « marasme monétaire ». Revenons maintenant aux accords de Bretton-Woods qui, à la fin de la guerre, ont institué le système du Gold Exchange Standard. Ce système monétaire international contenait intrinsèque-

ment une grave anomalie et présentait les traits suivants : des taux de change fixes, la convertibilité des monnaies entre elles, la convertibilité du dollar en or au taux fixe de 35 dollars l'once (qu'il faudra défendre !), création du Fonds monétaire international (F.M.I.).

Les Etats-Unis étaient ainsi consacrés comme première puissance monétaire mondiale et le dollar devenait monnaie de réserve. Les Etats-Unis pouvaient financer leurs déficits par simple création de monnaie sans se soumettre aux mécanismes régulateurs normaux. De plus, les Américains n'étaient pas tenus de défendre leur monnaie sur le marché des changes, les autres banques centrales s'en chargeaient. Elles finançaient ainsi le déficit du budget américain en achetant des créances libellées en dollars et en les replaçant aux Etats-Unis sous forme de bons du trésor ou autres « papiers ». Les Etats-Unis ont largement profité de cet énorme avantage. Ils ont ainsi financé sans mal la guerre du Vietnam, la course aux armements du Pentagone, la course vers la lune et toutes autres interventions économiques, politiques et militaires dans le reste du monde.

Mais cette logique expansionniste a vite conduit aux limites du système. Le stock d'or détenu par les Etats-Unis n'a pas suivi leur endettement et le système du Gold Exchange Standard s'est effondré quand les banques occidentales n'ont plus pu soutenir le dollar. Le 15 août 1971, Nixon suspend la convertibilité du dollar, le dévalue, et l'instauration du système des changes flottants à la Jamaïque en 1976 va consacrer définitivement la pagaille monétaire.

Quels effets, quelles conséquences sur l'état de santé de l'économie mondiale ? Des tendances inflationnistes problématiques et des coups de freins aux relances économiques tentées dans les différents pays. C'est bien la politique monétaire laxiste des Etats-Unis qui a instauré en partie cette inflation rampante, puis explosive, que nous connaissons encore. Outre la marée de dollars qui a inondé le monde, les euro-dollars (nés des opérations en monnaie américaine réalisées hors des Etats-Unis), apparus dans les années 1955-1956, ont fortement contribué à développer les pressions inflationnistes. Ce véritable système parallèle, indépendant de toute autorité, était évalué en 1979 à 860 milliards de dollars. La cassure entre pays à monnaie forte et pays à monnaie faible date de cette période perturbée. Les changes flottants, qui ont contribué à la hausse des taux d'intérêt, ont également creusé les écarts de prix entre pays.

Nous avons ainsi deux conséquences immédiates de la pression inflationniste. D'une part la production est affectée par la hausse artificielle (car purement financière) du taux d'intérêt. Les entreprises ne peuvent bientôt plus rembourser leurs emprunts et les calculs de rentabilité, faussés par les fluctuations des taux de change, vont bientôt décourager les investisseurs. D'autre part, des politiques déflationnistes s'imposent vite aux gouvernements des différents pays occidentaux, cassant net les faibles mouvements de reprise (plan Barre en France en 1976 et politiques de rigueur de MM. Mauroy et Delors en 1982).

La crise monétaire internationale n'est certainement pas une cause profonde de la crise mondiale. Elle est en revanche, du fait de ses conséquences, un élément d'accompagnement, d'accélération, voire d'aggravation de certaines manifestations de celle-ci. La genèse des dérèglements graves qu'on nomme la « crise » se trouve dans l'essoufflement du mode de régulation sur lequel fonctionne le capitalisme depuis un demi-siècle, dans l'épuisement du fordisme.

CÉCILE NEVEU
WILLY PELLETIER
(Gr. de Lille)

Kanaky, vivement demain ?

LES élections françaises et le retour de la droite au pouvoir vont-ils donner un second souffle à la lutte kanak ? C'est la question que se posent certains membres du F.L.N.K.S. Mais cette question elle-même montre combien la stratégie du F.L.N.K.S. se trouve dans l'impasse. Le plan Fabius a marché à merveille ; anesthésiant, pour un temps, la volonté combative du front et laissant la base militante quelque peu esseulée et désorientée.

Le piège socialiste

Avec le plan Fabius, le gouvernement socialiste s'est payé le luxe de désamorcer la lutte kanak tout en préservant les intérêts des riches possédants caldoches. Le F.L.N.K.S., en acceptant de participer aux élections régionales, s'est certes ménagé un temps de repos nécessaire mais, parallèlement, il s'est englué dans le piège socialiste.

Nous avons eu l'occasion (voir M.L. n°597) d'analyser les données du problème. D'un côté un rapport de force défavorable pour les Kanaks, qui impliquait une adaptation de la stratégie aux nouvelles données. De l'autre côté une participation aux institutions avec les risques implicites d'un tel choix : le gonflement de la baudruche politicienne au détriment de la lutte sur le terrain.

Et, en effet, nous avons vu le F.L.N.K.S. s'investir à plein dans la gestion des nouvelles régions, investissement dont les bénéficiaires se font attendre, tandis que la lutte réelle pour l'indépendance s'engourdissait.

Face à cette situation, il y a eu de nombreux tiraillements entre la base et

les leaders. Le conflit éclatant bientôt au sein même du F.L.N.K.S. Un parti membre du F.L.N.K.S. (le F.U.L.K., d'origine protestante) critique verbalement le front, devenu « le partenaire du colonialisme » (congrès du F.U.L.K. de janvier 1986). Ce parti profite des atterrissements du front face aux élections du 16 mars pour prendre une position ferme de non-participation et mettre ainsi le F.L.N.K.S. devant le fait accompli. Passant par dessus les règles du consensus appliquées dans les prises de décisions collectives du front. La tactique est critiquable, mais le ras-le-bol s'exprime là.

Le syndicat U.S.T.K.E., quant à lui, quitte les instances du F.L.N.K.S. Grogne et coups fourrés, le F.L.N.K.S. se met à ressembler de plus en plus à un cartel de partis à la manière de son prédécesseur : le Front indépendantiste.

Vivement demain ?

49,6% d'abstentions en Nouvelle-Calédonie, ce chiffre montre combien les Kanaks restent fidèles à leur volonté d'indépendance. Le F.L.N.K.S. qui a proné, en définitive, l'abstention peut ainsi montrer à la droite combien il serait dangereux de céder à l'euphorie revancharde.

Il est vrai que la droite est dans ses petits souliers, n'ayant pas emporté la large victoire espérée. Néanmoins, qui oubliera les promesses de celle-ci : référendum un homme/une voix, référendum pseudo-démocratique qui s'appuie sans honte sur les retombées démographiques du génocide kanak ? Qui oubliera les rododromes des Tou-

bon, Léotard, Chirac, en visite dans « leur » colonie ? Qui oubliera ? Certainement pas les Caldoches qui attendent désormais des mesures musclées (pour ceux qui attendent !). Car d'autres passent à l'action (voir M.L. n°611).

Le F.L.N.K.S. a-t-il besoin d'une « bonne cure d'opposition », comme le prétendait un de ses militants en métropole ? Ce serait l'adopter un profil bien bas pour l'avenir de la lutte. En effet une lutte, dont la consistance, la stratégie et l'avenir dépendent d'échéances politiques qui lui sont extérieures, est une lutte plutôt mal barrée...

En fait, il s'agit du discours type d'une frange militante qui, en Nouvelle-Calédonie comme en France, a les yeux

fixés sur le ciel politique et se perd dans ses nuages. En Nouvelle-Calédonie comme en France, il s'agit pour tous ceux qui luttent pour leur émancipation de trouver les moyens d'exprimer de manière autonome leur combat. Un combat qui s'ancre dans un mouvement social se débarrassant de la gangue politicienne. Les militants kanaks ont parcouru en peu de temps un long chemin, l'organisation présente de leur lutte est toujours entre leurs mains. Si un second souffle est certes nécessaire, il doit venir de l'intérieur du mouvement kanak ; s'en remettre à la situation politique extérieure serait se cacher les carences actuelles de celui-ci.

LUC
(Gr. Berkman)



Gestion des régions et démobilisation à la base ?

ALLEMAGNE

« Ostermarsch 1986 »

Un nouvel élan antinucléaire

DEPUIS quelques semaines déjà, dans toutes les régions de la République fédérale allemande, se préparait la traditionnelle Ostermarsch, la marche de Pâques. Cette manifestation pacifiste et antinucléaire est dans toute la force du terme « populaire » : englobant non seulement écologistes et pacifistes, mais aussi toute une catégorie de gens, âgés ou jeunes, qui par une prise de conscience politique se trouvent en rupture de confiance avec le régime.

Cette marche a une longue tradition. Déjà en 1963, une brillante jeune journaliste qui, quelques années plus tard deviendra l'« ennemie n°1 » de l'Etat, Ulrike Meinhoff, écrivait dans l'éditorial du magazine hambourgeois Konkret :

« Chaque année, à Pâques, quelques milliers de gens descendent dans la rue... Pendant trois jours, ils résistent à la pluie et au vent, à l'encercllement de la police et aux routes interminables... Une sorte de romantisme de bandits de grand chemin et la conscience de lutter pour une bonne cause les font passer outre aux difficultés de cette dure marche de trois jours.

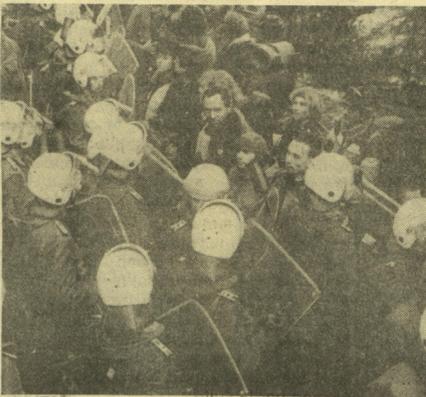
« Ce sont les moralistes du XX^e siècle, l'avant-garde inébranlable ; bizarre mais profondément sérieux ; juvéniles, mais hautement politisés ; diffamés, mais nombreux. On peut discuter sur leur composition, mais pas sur la cause qui les réunit : la paix. On peut rire sur eux, mais pas sur ce qu'ils combattent : la guerre. Ils débutaient en 1960 avec 2 000 participants et, deux ans plus tard, ils étaient déjà 50 000... pour manifester contre la « bombe »... « Ban the bomb ! » »

Or, depuis l'« automne chaud » de 1983, un certain malaise s'était répandu en R.F.A. dans les rangs de l'opposition extra-parlementaire. Les mouvements de masse pour la paix avaient été récupérés par la bourgeoisie bien-pensante pour tenter de les dépolitiser et les rendre purement moralistes. Pourtant, après ce creux de la vague, le vent de la résistance populaire recommençait à souffler de nouveau, et ça dans une région où on s'y attendait le moins ; pour devenir, à la fin de l'année dernière, une véritable tempête ; en Bavière, dans le Sud catholique et rural, autour de Wackersdorf

plus exactement. Là, où l'installation d'une usine de retraitement de déchets nucléaires (W.A.A.) a été projetée (le Monde libertaire en a parlé dans ses numéros des 23 et 30 janvier 1986). De cette résistance, rappelons-nous du « village libre » de Wackersdorf, construit par la population sur le terrain même de la future usine.

Depuis, cette résistance n'a pas cessé, les affrontements avec les forces de l'« ordre » se sont multipliés, la stratégie — en se fortifiant — a souvent changé, la solidarité dans le pays entier a commencé à s'organiser. Cette année, la Ostermarsch avait pris partout un nouvel élan. Dans toutes les grandes villes et dans la plupart des petites villes, les gens se sont mis en route ; de Neumünster dans le grand nord du Schleswig-Holstein jusqu'à Bad Tölz au sud de la Bavière ; de Berlin jusqu'à Hambourg ; de Düsseldorf jusqu'à Nuremberg.

Mais il était évident que le point de mire de cette année était la Ostermarsch de Wackersdorf. Elle



démarrera à Nuremberg, à 99 km. de distance de Wackersdorf, le jeudi 27 mars, pour arriver à destination lundi 31 mars. Le groupe de départ fut rejoint en route par de nombreux autres groupes locaux. A l'arrivée, devant la clôture de la future usine nucléaire, ils étaient plus de 80 000. Petit détail piquant : après de douloureuses crises internes, les sociaux-démocrates bavarois avaient annoncé leur participation, craignant de perdre de nombreux électeurs dans les rangs des adversaires du nucléaire pendant cette période pré-électorale. Mais, pour plaire vraiment à tout le monde, ils inventèrent un compromis « génial » : leur marche à eux s'arrêtait à... 800 mètres de distance de la clôture !

Le déroulement particulièrement violent de cette marche 1986 vers Wackersdorf nous a montré surtout une chose : plus ouvertement que jamais dans le passé, le régime agonisant et corrompu jusqu'à la moëlle (voir les « affaires » à Bonn et à Berlin) s'accroche à ses intérêts politico-économiques, dédaignant et méprisant maintenant sans masque la volonté populaire (85% de la population se sont exprimés contre cette construction).

La police encercla dès le départ les 80 000 participants et, à l'approche du but, déclencha les hostilités : fouilles corporelles, prise de photos, attaques avec des véhicules auto-pompes et finalement lutte au corps à corps devant la clôture, tabassages et arrestations : en tout 279. Est-ce seulement une « défaite » de plus, prévisible, comme l'évacuation du « village libre » en janvier, puisque l'essartage du terrain continuera ? Puisque l'« ordre » régit de nouveaux après cette plus grande Ostermarsch depuis son inauguration en 1960 !

« Un pays où l'opposition ne peut attirer sur elle l'attention de la presse que par des manifestations de masse file un mauvais coton », ainsi Ulrike Meinhoff terminait-elle son éditorial en 1963, « mais dans un pays où chaque année des milliers et des milliers de gens ne craignent pas une longue marche forcée pour faire entendre leur voix, il y a également beaucoup de raisons pour espérer. »

DAGMAR

Déclaration des principes du Mouvement libertaire chilien

NOUS avons reçu récemment le texte des *Principes de base* du Mouvement libertaire chilien (M.L.C.). Nous le publions intégralement ci-dessous. Il est important de préciser que le M.L.C. a demandé son adhésion à l'Internationale des fédérations anarchistes (I.F.A.).

En outre les camarades développent de multiples activités tant sur le plan syndical que dans les associations de quartier ou en organisant des cercles d'études. Nous aurons l'occasion d'en reparler plus précisément.

Le courant libertaire est une doctrine anthropocentrique et indo-américaine (1) dont la finalité est d'atteindre l'émancipation intégrale des individus, en se basant sur deux conceptions fondamentales : sur le plan social et économique, tendre à satisfaire pleinement les deux besoins primordiaux de l'homme qui sont : la liberté et le bien-être.

Sur le plan sociologique, il s'appuie sur la philosophie rationaliste, anti-dogmatique et relativiste, celle-ci incarnant une conception humaine de l'existence qui tend à permettre et à assurer le libre développement de l'individualité et de la personne humaine, en libérant l'homme de l'exploitation économique et de toute espèce d'esclavage et de domination étatique, culturel, religieux, partidariaire, etc.

Face à un système capitaliste libéral ou étatique, de l'exploitation de l'homme par l'homme qui repose sur le droit d'autorité et de propriété privée et sur l'entité tutélaire, adversaire de l'initiative et de la liberté individuelle et social, qu'est l'Etat, le Mouvement libertaire (chilien) suscite et appuie toute tentative d'auto-organisation du peuple, puisque c'est seulement ainsi que peut se construire une véritable démocratie directe, porteuse du futur contrôle direct de l'économie par les producteurs se substituant à l'Etat et aux partis politiques dans l'administration publique et économique, comme organismes de base de l'organisation sociale.

Le Mouvement libertaire rejette et répudie toute activité parlementaire ou électorale, ou de collaboration avec les organes législatifs, sachant que les contradictions flagrantes existant au sein de la société actuelle ne disparaissent pas et que ces organes ne sont qu'un simulacre de droit légal et un mensonge.

Aussi le Mouvement libertaire se situe sur le plan de l'action directe, ses moyens de lutte étant : la grève, le boycott, la désobéissance civile ou tout autre commandé par les circonstances, dans son action pour l'abolition du monopole économique, étatique, culturel, etc.

Structure organique

Le Mouvement libertaire sera composé d'individus et de groupes qui soutiennent une opinion anthropocentrique et indo-



Patrouille dans une rue de Santiago en 1985.

américaine et qui sont disposés à participer à notre mouvement.

Sa principale forme d'organisation sera le groupement de groupes spontanés et de situation (2) qui naîtront dans chaque centre de travail, d'étude ou région, etc. Ces groupes spontanés se forment par âge, amitié ou affinité et tendent à croître quand le capitalisme libéral ou étatique se manifeste fortement.

Les groupes spontanés et de situation devront se coordonner par des contacts horizontaux multiples et suivant les nécessités réelles, créant leurs propres moyens de diffusion et leurs fonds pour les utiliser à la lutte, et utilisant ces moyens, en tout ou en partie, pour renforcer solidairement les points les plus faibles. Les mécanismes de

coordination doivent également être multiples et correspondre aux situations spécifiques, disparaissant sitôt l'atteinte de l'objectif fixé, afin d'éviter la perpétuation de coordinations et de permettre ainsi à chaque groupe spontané d'être autonome. Autre avantage qu'offre une telle modalité et une rénovation continue, c'est la meilleure participation des membres, rompant ainsi avec le mythe que les masses doivent être canalisées, c'est-à-dire guidées par une quelconque organisation autoritaire.

De plus, cette caractéristique organisationnelle s'applique dans les structures verticales, sur des terrains comme les associations de locataires, les clubs, les syndicats, les groupes de quartier, etc., où les groupes spontanés qui peuvent surgir à l'intérieur doivent produire des

« courants d'opinion » libertaires pour pousser ainsi à la conduction anti-autoritaire de l'assemblée et à l'auto-critique ouverte.

Cette articulation de groupes spontanés doit s'entendre au sens fédéraliste, c'est-à-dire du bas vers le haut, sur la base des idées et des intérêts communs ; ces groupes spontanés éliront un représentant par groupe auprès du secrétariat national.

Ce secrétariat national sera tournant par périodes de six mois et il devra rendre compte

de son travail chaque semaine devant l'assemblée qui déterminera les lignes futures à suivre.

M.L.C.

(1) Le terme d'anthropocentrisme ne doit pas être compris au sens européen (théorie plaçant l'homme au centre de l'univers), mais dans le sens : placer l'homme au centre des préoccupations sociales. Quant à la notion d'indo-américanisme, c'est une référence nette au refus des conséquences de l'impérialisme nord-américain ou européen (N.d.T.).

(2) L'adjectif « situationales » est intraduisible ; il ne doit pas en tout cas faire penser au « situationnisme », théorie occidentale qui avait construit un mot sur la même racine (N.d.T.).

Espagne

LA C.N.T. de Vitoria nous a récemment informés du développement de l'affaire judiciaire qui avait débuté en novembre 1984 avec l'arrestation de six de ses militants sous l'inculpation de participation à des actions terroristes. Le dernier inculpé a été libéré en février. Au total, la C.N.T. aura dû verser 2 570 000 pesetas (soit près de 130 000 FF) pour obtenir la libération de ces six camarades.

En outre, l'affaire ne s'arrête pas là, puisque le procès doit avoir lieu prochainement, avant ou après l'été, et que les peines requises pourront atteindre 15 années de prison pour certains inculpés.

La ligne de conduite de la C.N.T. est claire : il s'agit d'une machination policière pour abattre le syndicat au beau milieu d'une lutte importante au sein de l'entreprise Michelin (trois des inculpés étaient ou avaient été élus de la C.N.T. au comité d'entreprise de Michelin). La C.N.T. ne se reconnaît pas dans l'action des groupes armés qui opèrent au Pays basque et l'innocence des inculpés ne fait pas de doute.

La Fédération anarchiste tiendra les lecteurs du *Monde libertaire* informés du déroulement des événements et appellera le moment venu à des actions de solidarité.

Secrétariat aux Relations internationales

IRLANDE DU NORD

Michelin se fait remarquer

L'USINE de pneus de Michelin à Ballymena (Irlande du Nord) a renvoyé le 15 janvier dernier un de ses employés, Michael Murray, pour la seule raison que « ses opinions politiques sont contraires aux intérêts de la compagnie ou de ses clients ». C'est ce qu'a expliqué M. Bell, directeur du personnel, dans un dossier confidentiel.

Michael, membre du D.A.M.-I.W.A. (section britannique de l'Association internationale des travailleurs [A.I.T.]) et du groupe anarchiste d'Antrim et Ballymena, avait annoncé sa candidature au poste de délégué syndical pour les élections du 15 janvier. Quand la direction a appris cela, il fut convoqué par M. John Steel, membre de la direction. Ce dernier lui signifia qu'une enquête allait être ouverte au sujet de faits particulièrement sérieux le concernant.

Il fut accusé de vendre le journal *Militant* sans que cela ne fut prouvé, uniquement sur le témoignage d'un espion disant l'avoir remarqué. On l'accusa également de faire partie d'un mouvement préconisant le sabotage. Michael fit savoir à la direction qu'il ne vendait plus le journal *Militant* depuis au moins trois ans et a démenti la seconde accusation, qui fut d'ailleurs abandonnée par la suite.

Au lendemain de cette convocation, il fut informé qu'il serait suspendu pendant le déroulement de l'enquête (sur ses activités politiques). Il fut appelé, le jour des élections, devant un conseil de discipline où l'on répéta les mêmes accusations à son encontre. Accusations qu'il réfuta de même manière. Finalement, Michael fut licencié pour ces motifs qui sont d'avoir certaines opinions, d'être membre d'un mouvement dont les principes et les buts sont contraires au bien-être (sic) de la société Michelin.

Il ne fait aucun doute qu'il a été renvoyé pour ses activités syndicales. Michael, parallèlement à son engagement sur le terrain, voulait démocratiser son propre syndicat, l'A.T.G.W.U. Celui-ci ne sem-

ble pas trop concerné par ce licenciement, position qui s'explique certainement par le fait que Michael s'était présenté contre son syndicat aux élections.

L'A.T.G.W.U. a porté cette affaire devant la Fair Employment Agency, organisme de conciliation arbitrant ce genre de conflit. Il n'y a pas eu de réunions des ouvriers de l'usine et, malgré la colère de ces derniers face à la sanction, il n'y aura pas de mobilisation et d'action sans le soutien de l'A.T.G.W.U. ; surtout avec le climat d'incertitude et le chômage qui persistent en Irlande du Nord.

REL. INT.
(D'après « DAM »)

Les anarchistes d'Antrim et de Ballymena ont décidé d'accroître la vente de leur journal devant l'usine Michelin.

Belgique

LE mensuel publié à Liège, *Vivre libre ou mourir*, vient de changer de formule : le titre est contracté et devient *VLOM*, la périodicité devient bimestrielle et la présentation adopte un format de journal à la place d'une formule qui faisait plutôt « brochure ».

Ce journal se penche essentiellement sur les activités liégeoises de type « alternatif ». Au sommaire du numéro de mars, en particulier, un article dénonçant l'utilisation des toxico-manes dans les maisons (prisons ?) de désintoxication où ils sont victimes d'une exploitation éhontée (parfois 12 heures de travail par jour... sans salaire bien sûr) et un dossier sur une expérience de squatt associatif dans un bâtiment appelé « La Galère ».

La nouvelle formule de *VLOM* semble être le résultat d'un travail sérieux des camarades de Liège qui tiennent également à faire une bonne place aux informations internationales. Souhaitons-leur de persévérer.

Secrétariat R. I.

GRANDE-BRETAGNE

Festival anarchiste

UN festival anarchiste se déroulera à Londres les 26 et 27 avril 1986 au Lewisham Odeon, Loampit Vale, S.E. 13. Le calendrier et l'ordre du jour ne nous sont pas encore parvenus. Toutefois, pour tous contacts et demandes de renseignements : « All Systems 60 », 121 Bookshop, 121 Railton road, London S.E. 24, Grande-Bretagne.

Relations internationales

A l'occasion de la parution aux éditions du Monde libertaire de son dernier ouvrage, « Souvenirs d'un anarchiste », une rencontre avec Maurice Joyeux se déroulera le samedi 12 avril, à partir de 16 h, à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Maurice Joyeux interviendra également sur les antennes de Radio-Libertaire ce même 12 avril dans le cadre de l'émission « Chroniques syndicales », de 13 h à 14 h. Les animateurs



Rencontre avec... Maurice Joyeux

Le mouvement anarchiste français pendant l'entre-deux-guerres

DES rencontres de hasard, quelques portraits rapides de militants, une adhésion sans consistance véritable, l'évocation furtive de certaines organisations spécifiques et de certaines centrales syndicales... Le tableau du mouvement anarchiste français de l'entre-deux-guerres que nous brosse Maurice Joyeux dans son livre de souvenirs (1) est tout entier d'effleurements et de petites touches impressionnistes. La silhouette de ce mouvement n'émerge du récit, et c'est dans l'ordre des choses, qu'à l'aube de la Seconde Guerre mondiale quand tout jeune homme Joyeux commence à militer. Il intègre alors un mouvement qui vient de vivre une des périodes les plus dures, mais également les plus riches, de son histoire.

Au sortir de la Première Guerre mondiale, en effet, le

mouvement anarchiste français venait à peine de renaître de ses cendres que déjà les ondes de la révolution russe commençaient à l'ébranler. Au niveau politique et syndical, il devait compter chaque jour un peu plus avec des militants communistes sans cesse plus nombreux. La concurrence était sévère. Inégale. Et progressivement le mouvement anarchiste se vida de son sang. Lors de la révolution espagnole, il reprit bien un peu de vigueur mais l'effet de la perfusion allait être bref. La victoire de Franco et la Seconde Guerre mondiale allaient le saigner à blanc.

Bien évidemment pendant les vingt années qui séparent les deux guerres, le mouvement anarchiste français essaya de relever le défi communiste. Au plan de l'organisation spécifique, l'Union anarchiste (U.A.) qui s'était reconstituée en 1920

fut repeinte en 1927 aux couleurs des adeptes de la plateforme d'Archinoff, qui lui imposèrent l'unité idéologique et tactique. Mais la mayonnaise ne prit pas et, en 1930, à la faveur d'un changement de majorité, l'Union anarchiste qui était devenue l'Union anarchiste communiste révolutionnaire (U.A.C.R.) reprit son ancienne appellation et s'essaya cette fois à la synthèse de Sébastien Faure.

Une synthèse qui, comme la plupart des synthèses, ne résolut rien puisqu'en 1936 un certain nombre de groupe, trouvant l'U.A. trop synthétiste, allaient créer la Fédération communiste libertaire (F.C.L.). Tandis qu'un certain nombre d'autres quittaient eux aussi l'U.A., qu'ils ne trouvaient pas assez synthétiste, pour fonder la Fédération anarchiste française (F.A.F.) qui se distinguera dans

son journal *Terre libre* en critiquant sévèrement la participation des anarcho-sindicalistes et anarchistes espagnols au gouvernement de la République.

Au bout du compte, à l'issue de ces virages et scissions successives, le mouvement anarchiste français allait se retrouver tout nu ou presque. Après avoir eu une audience importante dans le mouvement ouvrier, ses deux principales organisations, l'U.A. et la F.A.F. ne disposaient plus en 1939 que de 2 000 adhérents pour la première et 500 pour la seconde. Et au niveau syndical, la dynamique allait être du même ordre. En 1922, la minorité révolutionnaire de la C.G.T. qui regroupait les communistes, les syndicalistes révolutionnaires et les anarcho-sindicalistes, et qui représentaient près de la moitié des effectifs totaux de la confé-

dération, va scissionner et créer la C.G.T.U. Mais le mariage entre communistes et libertaires tourne vite à la scène de ménage permanente. Et en 1926, sous la houlette de Pierre Besnard, est créée la C.G.T.-S.R. qui à la veille de la Seconde Guerre mondiale annoncera regroupement... 4 000 adhérents.

On le voit, pendant l'entre-deux-guerres, le mouvement anarchiste français a laissé de nombreuses plumes dans la bataille qui l'a opposé au parti communiste au sein du mouvement ouvrier. Tout cela, sans vraiment le savoir, le jeune Joyeux le sentait. Dès lors, sa vie durant, il consacra tous ses efforts à essayer de renverser la tendance. Mais tout ça, il vous le racontera dans le second tome de ses souvenirs.

J.-M. RAYNAUD

« Souvenirs d'un anarchiste » Les années de gestation

MAURICE JOYEUX, dans *Ses souvenirs d'un anarchiste* (1), ne nous offre pas tant les aléas, les hésitations, les certitudes, les rencontres individuelles que le portrait d'un militant ouvrier type de ce XX^e siècle. Jusqu'à sa retraite, il maintiendra le cap choisi au cours de ses années de gestation : le militant ouvrier développera autant le syndicat que l'organisation anarchiste. Ni l'un ni l'autre ne prendra le pendant ou la priorité, imposant ainsi la gémellité constante de ces deux outils de classe.

Le syndicat, première arme de l'ouvrier forgée par des heures et des heures de combats, d'illusions, de solidarité, de tâches quotidiennes grises et ennuyeuses, se fondant dans une volonté collective de formation et de représentation : un creuset social né de la sueur ouvrière du début du siècle ; une mémoire, une exemplarité qui guideront Joyeux dans sa vie professionnelle. La Fédération anarchiste, foyer passionnel, parfois inconstant, toujours en ébullition, riche de ses débats et aussi de ses désaccords allant parfois jusqu'à la rupture, l'entraîne dans une spirale intellectuelle et pratique garante des lieux communs et « encroulements » en tout genre.

Malgré les tornades, les désillusions, Maurice Joyeux choisira toujours l'unité, le maintien de l'organisation. Est-ce le ciment syndicaliste ou la volonté d'unicité du mouvement libertaire qui forgèrent cette « militance » ? De l'entre-deux-guerres à cette fin de siècle, cette fidélité, ces rapports fusionnels de Joyeux et du mouvement ouvrier et libertaire nous parlent plus que n'importe quel traité de sociologie.

La mémoire ouvrière et le petit garçon

Ce sont souvent les années de jeunesse qui forment les ressorts profonds et individuels d'un parcours qui s'est tellement collé à l'organisation syndi-

cale ou au mouvement anarchiste que l'on différencie difficilement le singulier du pluriel. Aussi loin que remontent les souvenirs de son enfance, sinon sage du moins tranquille, l'imagerie socialiste et ouvrière s'imprimera sur la rétine de ce petit apprenti ruant sous le joug du carcan familial. Le cercle socialiste recevait la visite dominicale des familles ouvrières : on vient s'y faire couper la barbe, on y commente les derniers événements en jouant au billard...

Un père, chauffeur de fiacre, syndiqué, fauché par la guerre de 14-18 qui éclatera cette famille type en envoyant l'adulte à Verdun et le petit à la montagne à l'abri momentané des retombées de cet enfer collectif. L'apprentissage de la vie dans la liberté, une vie familiale pas trop pesante en somme. Et un jour tout commence : le certificat d'études passé à l'école de la rue du Général-Camou, la manifestation au Trocadéro pour commémorer l'assassinat de Jaurès... Des souvenirs qui s'entremêlent, riches d'odeurs et de couleurs. Une foule ouvrière et socialiste qui s'offre à ce petit garçon émerveillé sur les épaules de son beau-père, militant franc-maçon convaincu. Les respapés de la Grande Guerre hurlent leur colère, mais à côté une lutte plus sourde oppose déjà les drapeaux noirs agités par les libertaires au service d'ordre musclé du cortège, dirigé par les militants communistes : une dispute ni caricaturale ni encore traditionnelle et qui échappera aux yeux peu avertis des néophytes.

La volonté de se battre

Jusqu'à la renaissance via la C.G.T.U., les différentes strates de la révolte dessineront la toile de fond de cette gestuelle militante. A 12 ans, premier procès précurseur d'une longue suite qui constitue les passeports et diplômes acquis durement à l'université de la révolution. Les années de jeunesse emplies de solitude studieuse, de comptes frileux et

d'apprentissages consciencieux aux cours du soir, à connaître le prix réel des gestes de révolte, ne résisteront pas aux vagues de la crise de 1929.

Compter et recompter ses fonds de poches, maîtriser au prix d'efforts surhumains une image de chômeur modèle quémandant n'importe quelle tâche, surnager, maintenir la tête hors du borbier jusqu'à ce que les forces vous lâchent, offrant l'organisme et le moral au relâchement confortable de la clochardisation... Les « nouvelles » pauvretés des années 80 n'ont rien à envier à celles des années 30, éparpillant dans la rue des milliers de sans-travail.

Le syndicalisme révolutionnaire sera alors cette bouée de sauvetage sans laquelle personne ne peut résister aux affres de la misère noire, celle qui permet de choyer son bien le plus précieux : sa propre dignité. Nouveau secrétaire du comité des chômeurs, Joyeux se formera sur le tas aux éclats des débats opposant ou réunissant les militants révolutionnaires. Parce que cette unique voie syndicaliste lui paraîtra trop étroite, voire incomplète, ce jeune travailleur s'associera au mouvement anarchiste au sein duquel il trouvera les assises politiques et sociales de ses combats. Le reste appartient à l'histoire ; celles de Joyeux et du mouvement syndical et libertaire s'entremêlent étroitement.

En 1986, des parcours similaires sont-ils possibles ou souhaitables ? Tout ce que nous pouvons retenir est simple et peut-être est-ce là que réside le secret d'une vie bien remplie : Maurice Joyeux, avec ses qualités et ses défauts, fait partie d'une génération de militants ouvriers que ni le syndicalisme actuel ni la « modernité » d'un socialisme larvé ne sont capables de former. Des regrets ? Bien sûr, mais tournons nos regards vers un syndicalisme de lutte et nous verrons ce que représentent ces femmes et ces hommes forgés par la solidarité ouvrière.

THYDE ROSELL

(1) Maurice Joyeux, « Souvenirs d'un anarchiste », éditions du Monde libertaire, 120 F.

A LIRE

« La Deuxième Droite »

« **C**A, c'est un concertina. C'est l'instrument de l'alternance. Quand on appuie à droite, ça souffle à gauche. Et lorsqu'on appuie à gauche, ça souffle à droite. Et, à l'intérieur, c'est du vent ! » Placer une telle citation — de Raymond Devos — dans un livre traitant de politique résume presque complètement les intentions des auteurs de *La Deuxième Droite* (1) : ricaner, rire, s'esbaudir, se moquer, ne s'indigner qu'en s'exclaffant, regarder protégé par le filtre du cynisme manifestations et processions de ceux qui ont récemment occupé les manoirs républicains de l'Etat, au nom du socialisme et de la rupture avec le capitalisme.

Ce livre, en effet, contredit absolument tous ceux qui réprochent l'excès des citations. Ecrire n'est pas compiler, disaient nos classiques. Quelle erreur ! Aujourd'hui mettre en regard les dires successifs des hommes politiques de gauche n'est pas un plagiat, mais une

leçon de choses et la forme achevée du burlesque. C'est un nouveau genre, le comique de citations.

Les auteurs, à partir de ces juxtapositions de textes, et de leur comique cohabitation, tentent de démontrer qu'il existe, à côté des partis de la droite classique, un second groupe d'organisations qui développent une politique de droite, en contradiction avec leurs discours. L'intention polémique est évidente et le but visé est atteint.

Bien sûr, gauche et droite sont de ces termes employés couramment et dont l'imprécision et les multiples sens permettent n'importe quelle manipulation. Les politiciens, et plus particulièrement ceux de la social-démocratie, se sont presque toujours appuyés sur ces ambiguïtés pour prétendre que gauche signifiait travailleurs, peuple, ouvriers. Et que gauche pouvait signifier changement de société. L'expérience a montré ce qu'il en était réellement.

Il manque un acteur dans ce déballeage : l'illusion, l'illusion

volontaire, la complaisance de toute une partie de la population, qui paraît parfois souhaiter être trompée.

Ce qui s'est passé, l'orientation dominante et la volonté politique qui présidaient aux réalisations du gouvernement socialiste sont connues, expliquées, disséquées depuis fort longtemps ; les tentatives de redressement — la gauche socialiste — ont échoué, parfois avec dignité, comme celle de Marceau Pivert, quelquefois dans le sang avec Guy Mollet, souvent dans la franchise rigolade, comme celle du P.S.U. de Michel Rocard et... Edmond Maire. Combien de camarades pourtant ont rêvé, entre 1970 et 1980, à ce déassement du mouvement socialiste, ce saut qualitatif vers la réalisation des finalités ?

Le livre de Jean-Pierre Garnier et de Louis Janover pourra peut-être servir de mise en garde ; quand tout sera oublié.

J. TOUBLET

(1) Jean-Pierre Garnier, Louis Janover, « La Deuxième Droite », Robert-Laffont, collection Libertés 2000.

NOTES DE LECTURE

Un certain malaise

COÏNCIDENCE ? Air du temps ? Les dernières lectures marquantes semblent empreintes d'une noirceur à toute épreuve. *Black is black, but black is beautiful !* Le livre de Jean-Marie Alfroy, *Le Professeur est nu*, raconte l'histoire d'un professeur de lettres à la dérive à cause d'une de ces classes dites « difficiles ». L'ouvrage pose de nombreux problèmes : solitude de l'enseignant, formation pédagogique, barrières culturelles, etc. En filigrane, l'auteur aborde la question du suicide, solution ultime face à une situation conflictuelle insupportable.

Ce problème du suicide, de la mort que l'on se donne ou que l'on s'inflige, est évoqué dans un ouvrage, *Le genêt scorpion*. Ce livre « prix Sidoine-Apollinaire 1985 » a été écrit par un ancien médecin Paul Perrève ; *Le genêt scorpion* c'est l'histoire du docteur Paul Majeau qui se retrouve en fin de carrière seul et désabusé. Fuite dans l'alcool, déchéance d'un homme qui n'a pas le courage de s'offrir une sortie nette et franche et qui en vient à s'identifier à cette plante piquante et sans grâce des plateaux ardéchois : le genêt scorpion. Tout au long du livre, Majeau pèse le pour et surtout le contre d'une vie qu'il n'a pas choisie et qui s'est imposée à lui comme un long calvaire. A déconseillé aux neurasthéniques...

Du côté de New York, ça ne vaut guère mieux semble-t-il. La réédition de *Last exit to Brooklyn* de Selby nous montre la face cachée de l'Amérique. Cet hymne aux paumés, extrêmement controversé lors de sa sortie, vaut de toute façon d'être lu. La noirceur

des propos de l'auteur est accentuée par son style si particulier, ses immenses phrases collantes comme cette poisse dont on ne peut s'extraire.

Revenons en France et faisons un « détour » du côté de chez René Crevel. Là aussi, réédition d'un roman paru en 1924. Le suicide n'est plus en filigrane. Il est devenu art de vivre. Un matin où l'on ne trouve plus sa brosse à dents, autant en finir. Comme les précédents, cet ouvrage est désespéré mais bien plus cynique. C'est la quête d'un bonheur trop insaisissable, surtout le jour où il se présente. Autant le laisser échapper. Crevel a décrit dans *Détours* la façon dont en 1935 il allait se donner la mort. Pathétique !

Crevel, c'étaient les mondains et les années folles. Aujourd'hui, la folie est retombée. Il ne reste plus qu'une tristesse plate, vide, celle décrite par exemple dans *La Balade du chômeur*. Les surréalistes qui « portaient leur suicide à la boutonnière » vivaient à perdre haleine pour essayer d'étouffer leur mal de

vivre. Le dandyisme a laissé place à la monotonie de la société de consommation, chaque vie étant rythmée par le boulot-dodo quotidien. Point d'excentricité, de la rentabilité ! Le jour où la machine arrêtée de tourner pour cause de chômage, le vide existentiel réapparaît. Et la chute commence, lente, inexorable. C'est ce que montre Olivier Todd dans *La balade du chômeur*. L'auteur d'*Un cannibale très convenable* n'a pas écrit là un chef-d'œuvre mais sa tentative pour cerner les affres d'un demandeur d'emploi (pourquoi l'a-t-il fait aussi antipathique ?) est assez réussie.

Près de 1 500 pages et pas une seule occasion de rire et de se détendre. Morosité qui pouvait devenir dangereuse pour l'auteur méritoire de ces lignes. Heureusement San Antonio est arrivé, qui n'a pas d'angoisses et qui déride les plus grincheux.

G.C.

J.-M. Alfroy, « Le Professeur est nu », Gallimard, 62 F. Paul Perrève, « Le genêt scorpion », Horvath, Selby, « Last exit to Brooklyn », Albin-Michel, 89 F. René Crevel, « Détours », Pauvert, 79 F. Olivier Todd, « La balade du chômeur », Grasset, 75 F.

Le coin des copains

• Vendredi 11 et samedi 12 avril, à 22 h 15, au Cithéa, Anne Vanderlove en concert. Le Cithéa : 112, rue Oberkampf, 75011 Paris (métro Parmentier ou Mémilmontant). Participation aux frais : 50 F, et 40 F avec la carte de Radio-Libertaire. Renseignements et réservations : 43.57.99.26.

• Lundi 14, mardi 15 et mercredi 16 avril, à 20 h 30, au T.L.P.-Déjazet, Christian Vander and co. T.L.P.-Déjazet : 41, boulevard du Temple, 75003 Paris (métro République). Prix des places : 90 F (carte pour cinq spectacles au choix : 300 F, et abonnés au T.L.P. : 250 F). Location : librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Renseignements : 42.74.20.50.

BLUES

« Talkin that talk »

« Ils se prennent le crâne à deux mains et susurrent : " Ouh ! j'adore Bessie Smith ! ", sans même voir que Bessie Smith est en train de leur chanter : " Tiens voilà mon cul, mon gros cul noir " (...) »

Leroi Jones

CETTE phrase de l'écrivain noir américain Leroi Jones s'appliquait aux Blancs des Etats-Unis, mais que dire des auditeurs (trices) de blues et qui sont de langue française ! Les traductions aseptisées des quelques disques parus dans les années 50, pour ne prendre que cet exemple, sont un modèle du genre « traduction = trahison »...

Maintenant plus d'excuse possible dans l'incompréhension avec la parution de *Talkin that talk* de Jean-Paul Levet (1). C'est le premier ouvrage consacré à la langue du blues et du jazz. Jugez vous-même : 1 800 termes inventoriés, définis dans leurs différentes acceptions et illustrés par des citations : *Canned heat, dirty dozens, funky, jelly roll, moonshine, ride the blind...*

Bref un livre de 392 pages à lire pour découvrir que outre les mots appartenant au langage sexuel (ils sont, il est vrai, nombreux), l'argot des Noirs américains a ses propres règles et une évolution perpétuelle.

Pour comprendre que Robert Johnson dans *Dust my broom* veut de son passé faire table rase (se tirer, quoi !) et non pas dépoussiérer avec un hypothétique balai !

THIERRY

(1) Avec une préface de Gérard Herzhaft (auteur de l'« Encyclopédie du blues », entre autres), disponible à la librairie du Monde libertaire au prix de 120 F. Jeudi 10 avril, sur Radio-Libertaire, de 10 h à 12 h. « Blues en liberté » : spécial Otis Rush, le blues de Chicago coupé de l'héritage du Mississippi.

POÉSIE

« Et des étincelles jaillirent de mes orties... »

de Gérard Dupré

IL y a finalement peu de poètes qui ont quelque chose à dire, et sans doute est-ce pourquoi la poésie est tant décriée. L'eau de rose est un breuvage insipide, il est vrai.

Gérard Dupré vient de faire paraître un nouveau recueil aux éditions Le Goût de l'Etre : *Et des étincelles jaillirent de mes orties...* (1). Une poésie qui « broie les certitudes de chaque jour », comme le dit Gérard. Des textes où l'amour se conjugue avec le désir, le désir avant tout de projeter les bases d'une société enfin égalitaire.

« Faire de chaque matin une question vivante », écrit-il. Le poète devient alors militant libertaire. « Certains militants sont encore enclins à penser que poésie signifie tour d'ivoire, isolement, rupture volontaire avec le quotidien pour le monde des rêves et de la fantasmagorie. Ce mépris affiché à l'encontre de la poésie relève, à mon avis, d'une méconnaissance évidente des rapports historiques entre poésie et révolution d'une part, et, d'autre part, d'une vision très restrictive sur les moyens d'expression qui ne se réduisent pas aux traditionnels tracts, affiches ou pamphlets », affirme Gérard Dupré.

Effectivement, peut-on parler de révolution, ou tout au moins d'évolution sociale positive, sans concevoir aussitôt l'imagination comme une des armes les plus propices ? Je crois, quant à moi, qu'il importe surtout de concilier vie quotidienne et idées avancées au travers d'écrits. Un moment de vie, voici ce qu'est ce recueil. « J'ai cherché à

exprimer un point de vue du quotidien ressenti par l'anarchiste que je suis. Charge aux lecteurs et aux lectrices d'en intégrer tout ou partie dans son propre vécu », me disait Gérard, lors d'une récente discussion.

Ajoutant : « (...) Un stylo et de l'encre noire... J'écris sur tout ce que je trouve, à n'importe quel moment de la journée, en n'importe quels lieux. » Et viennent des mots, des couleurs. La mer, l'amour, comme constantes, comme une marée enfanteuse.

Optimiste ou pessimiste cette poésie ? A cette question, Gérard Dupré cite un poème, *L'Exil*, qui « situe parfaitement ses perspectives » : « Lorsque chaque trace du corps et chaque parcelle de l'esprit / auront intégré ce retour impossible, l'amour s'appellera l'exil / et il faudra parcourir sans répit la lisière entre les autres / et la mort. »

Avouons qu'il y a certains plaisirs bien agréables : boire un bon vin, ou se trouver en compagnie d'une personne aimée, voir un film d'Alain Tanner ou faire n'importe quoi d'autre, ce que l'on a toujours eu envie de faire... Cette liste est bien sûr non exhaustive, et j'y mentionne aussi la lecture de ce nouveau recueil de Gérard Dupré : *Et des étincelles jaillirent de mes orties...*

THIERRY MARICOURT

(1) En vente à la librairie du Monde libertaire ou par correspondance, 25 F franco de port, en écrivant aux éditions Le Goût de l'Etre, B.P. 403, 80004 Amiens cedex.

Corse

Les élections passent le ménage reste à faire

PARTICIPATION record en Corse : 77% de suffrages exprimés, soit 16% de plus qu'aux régionales de 1984. Un autre record, plus de 30 000 votes par procurations sur 153 000 bulletins ! Selon une étude, il apparaît que 108 communes, soit le tiers des communes corse ayant au dernier recensement moins de 100 habitants et totalisant une population de 5 723 habitants, comptaient électoralement 13 810 inscrits !

Pas d'élections sans fraude

Toute une population corse vivant à l'extérieur, victime du sous-développement économique de l'île mais ne voulant pas moins peser sur l'avenir, s'exprimait hier par le vote par correspondance. Tant de tricheries dénoncées, on choisit un système de procuration plus contraignant. La poursuite de la fraude n'en étant pas moins pressenti encore pour ces élections... le fameux Joxe, ministre de l'Intérieur, alors averti, allait tout mettre en ordre dans l'île et annonçait en octobre 1985 une visite mensuelle. La mise en garde de l'Etat a dû bien faire rire les élus corse.

A Ajaccio, on a fait traditionnellement le tour des maisons de vieux, des hospices et des hôpitaux — on sait ce que cela peut représenter dans un pays où la population est fortement âgée. Mais c'est à Bastia, ville de gauche, qu'une vaste escroquerie a été mise à jour par hasard et a défrayé la chronique. Un électeur s'est présenté pour voter, on lui a fait savoir qu'il avait déjà voté par procuration. Il faisait partie jusqu'alors des abstentionnistes habituels qui représentent un véritable réservoir pour les fausses procurations.

Comme le verbe montait, on fit disparaître les talons des procurations et on changea en douce les listes d'émargement pour faire disparaître toutes traces des fausses procurations établies par centaines, uniquement sur la ville de Bastia et par le tribunal de Nice. Deux jours plus tard, différents assesseurs demandant à consulter ces listes déposées en préfecture ne trouvaient trace de leurs paraphes ; jusqu'au préfet lui-même qui ne retrouva qu'une simple croix à la place de la signature de l'assesseur ayant enregistré son vote.

Heureusement que Giacobbi, chef de clan de la Haute-Corse, critiquant dans un courrier à Pierre Joxe « les empoisonneurs de la vie publique » affirmait à la veille des élections : « Ce vote par correspondance qui était la cause principale des fraudes a été supprimé et il suffit de consulter les statistiques pour voir que les élections en Corse sont aujourd'hui parmi les plus régulières de France. » Il est vrai que François Giacobbi n'est pas très regardant puisque pour marquer de son poids la vie politique il trouvait normal de pouvoir voter avec sa femme dans plus d'une commune (1).

Bilan politique

Au-delà de tout ce carnaval permis par la dispersion d'un peuple et l'étran-

glement économique de sa terre, le résultat des élections apportent quelques enseignements. Outre un nouveau recul du parti communiste, ici comme ailleurs, il faut noter que le clanisme marque son emprise par un fort succès électoral et prouve que la régionalisation des socialistes n'a pas réussi à le déstabiliser, mais au contraire lui a permis de se ressaisir et de se renforcer. On assiste, dans le plus pur style des dynasties politiques, à la mise en selle des fistons par les papas : pour Giacobbi son fils Paul et pour Zuccarelli son fils Emile.

Le clan qui craignait de voir avec la création de l'Assemblée de Corse en 1982 une porte ouverte sur l'indépendance est aujourd'hui rassuré, fort du soutien de ses électeurs fictifs ou réels.

autre mesure sur l'électorat, 10% en voix et six sièges, il y a stabilité de l'électorat nationaliste. Voilà l'interprétation journalistique vue d'avion ! En réalité, une simple analyse montre l'évolution.

Cette union M.C.A.-U.P.C., comme nous le précisons dans *le Monde libertaire* du 26 décembre 1985, s'est faite sur des bases favorables à la lutte de libération nationale (non-condamnation de la violence, etc.), bases qui n'étaient pas celles de l'U.P.C. réclamant une autonomie dans le cadre de la République française. En conséquence, tout l'électorat U.P.C. n'a pas voté pour l'union M.C.A.-U.P.C. ainsi que pour faire barrage à la droite en votant socialiste. L'U.P.C. d'autre part étant depuis des années en perte de vitesse, il est

nous empêchions les dangers de dérives militaristes ou légalistes, afin que tous ensemble nous permettions au peuple corse d'être toujours plus conscient, plus organisé. » (2).

De la décentralisation en France

Cette année a donné le jour, après l'Assemblée de Corse en 1982, à tous les autres conseils régionaux. Ce sont d'abord des aquariums de plus pour les politiciens. La multiplication numérique de ces derniers ne va pas obligatoirement dans le sens de la distribution du pouvoir dans la société. Une chose est sûre, puisque c'est déjà un fait acquis dans de nombreuses régions, la structuration du niveau régional développe un peu plus le secteur administratif — paperassier et bureaucratique —, tout ceci sur le dos des contribuables.

Qu'en est-il de l'autorité de l'Etat ? *Le Monde* du 11 mars 1986 affirme que « la nouvelle répartition des pouvoirs entre l'Etat et les collectivités locales (consacre) cette révolution politique qu'a été la perte de pouvoir des préfets ». Deferre répond aussitôt, sans citer *le Monde*, dans son journal *le Provençal* du 13 mars 1986 : « L'autorité des préfets a été elle aussi accrue par la déconcentration. Ils sont devenus en tant que représentants de l'Etat les véritables patrons de tous les services ministériels installés dans les départements. Ils peuvent donner des ordres à la Direction départementale de l'Équipement, à la Direction départementale de l'Agriculture, etc. De plus, ils sont qualifiés pour traduire devant le tribunal administratif ou la Chambre régionale des comptes les décisions des collectivités locales qui ne seraient pas conformes à la loi. »

En fait, la décentralisation constitue une restructuration de l'ossature étatique dont il est facile de saisir les limites. Le jacobinisme auquel tiennent tous les partis n'aura pas trop à souffrir. Et même si « les parlements régionaux » atteignent la plénitude de leurs compétences locales, où sera la part de contrôle réel du citoyen sur l'élu ?

Cette façade politique qui se modernise, de l'Europe aux régions, ne peut faire oublier que le patronat est toujours prêt à guetter les faiblesses de l'ouvrier pour le dépouiller un peu plus, tel le président du C.N.P.F. qui déjà en 1983 affirmait à propos du S.M.I.C. : « Il faudra un jour arrêter ce salaire maximal, générateur d'inflation et de crise. » Et la flexibilité de l'emploi, et la liberté de licenciement demandée... derrière cette façade politique renouée, la société de classes garde toujours le visage hideux de l'exploitation du travail d'autrui.

FRED ANTONI
(Ajaccio)

(1) « Attendu qu'il est rapporté la preuve que Giacobbi François et Puccinelli Michèle, épouse Giacobbi, qui avait été inscrite par l'intermédiaire de son époux contribuable, ne sont ni domiciliés, ni résidents à Noceta, ni ne sont inscrits l'un ou l'autre sur un des rôles des contributions directes de la commune ;

« Attendu qu'ils seront radiés des listes électorales de Noceta ; (...) » Le pourvoi en cassation de cet arrêt du tribunal de Corte, le 27 février 1985, a été rejeté.

(2) Meeting de Corte du 22 février 1986, reproduit dans « U Ribombu » le 7 mars 1986.



On peut noter sa déférence à l'égard de Paris. Il ne demande pas de pouvoir, mais des crédits pour subvenir aux besoins de son électorat en contrepartie d'un vote fidèle. Cela ne l'empêche pas de s'empressement d'accepter les fausses procurations de pouvoir octroyés par Paris et qui lui permettent d'occuper avec pérennité la scène politique et médiatique. Dans la fidèle logique du pouvoir, il est contre toute évolution pouvant diminuer la présence de la France mais tout aussi prêt à s'emparer des espaces restitués par Paris.

Notons aussi dans cette élection du 16 mars l'échec magistral du Rassemblement pour la Corse française qui pensait, après avoir été porté par le clan, pouvoir s'introduire à côté de lui sur la scène politique.

Quant au Front national, n'ayant pas de candidats en position d'éligibilité aux législatives, il a envoyé se faire élire à Marseille Pascal Arrighi, un nom à retenir et qui ne devrait pas manquer d'égayer de sa suffisance la tribune de l'Assemblée nationale. Le contraire serait à souhaiter car l'on garde de triste mémoire son passage à la présidence de la commission des finances de l'Assemblée de Corse et sa façon de mettre la droite majoritaire à ses pieds.

Le mouvement nationaliste

C'est donc la première élection en Corse où il n'y avait qu'une liste « corsiste » en présence, la liste M.C.A.-U.P.C. (indépendantistes-autonomistes). La dynamique d'union n'a pas mordu

impossible de chiffrer quel aurait été son nouveau recul si elle s'était présentée seule. En clair, il y a donc toujours 10% de votes « corsistes » (soit 15 000 votes physiques) mais sur une ligne plus radicale où les thèses de la libération nationale sont reconnues et l'action du F.L.N.C. pour ainsi dire soutenue.

Si l'on en croit les propos de Pierre Poggioli, tête de liste M.C.A.-U.P.C. en Corse du Sud, « Notre participation aux législatives et aux régionales ne doit pas laisser croire que les urnes sont les plus importantes. (...) Les différents terrains de lutte doivent s'articuler de façon complémentaire afin que tous ensemble



Ont-ils voté le 16 mars à Bastia ?

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.